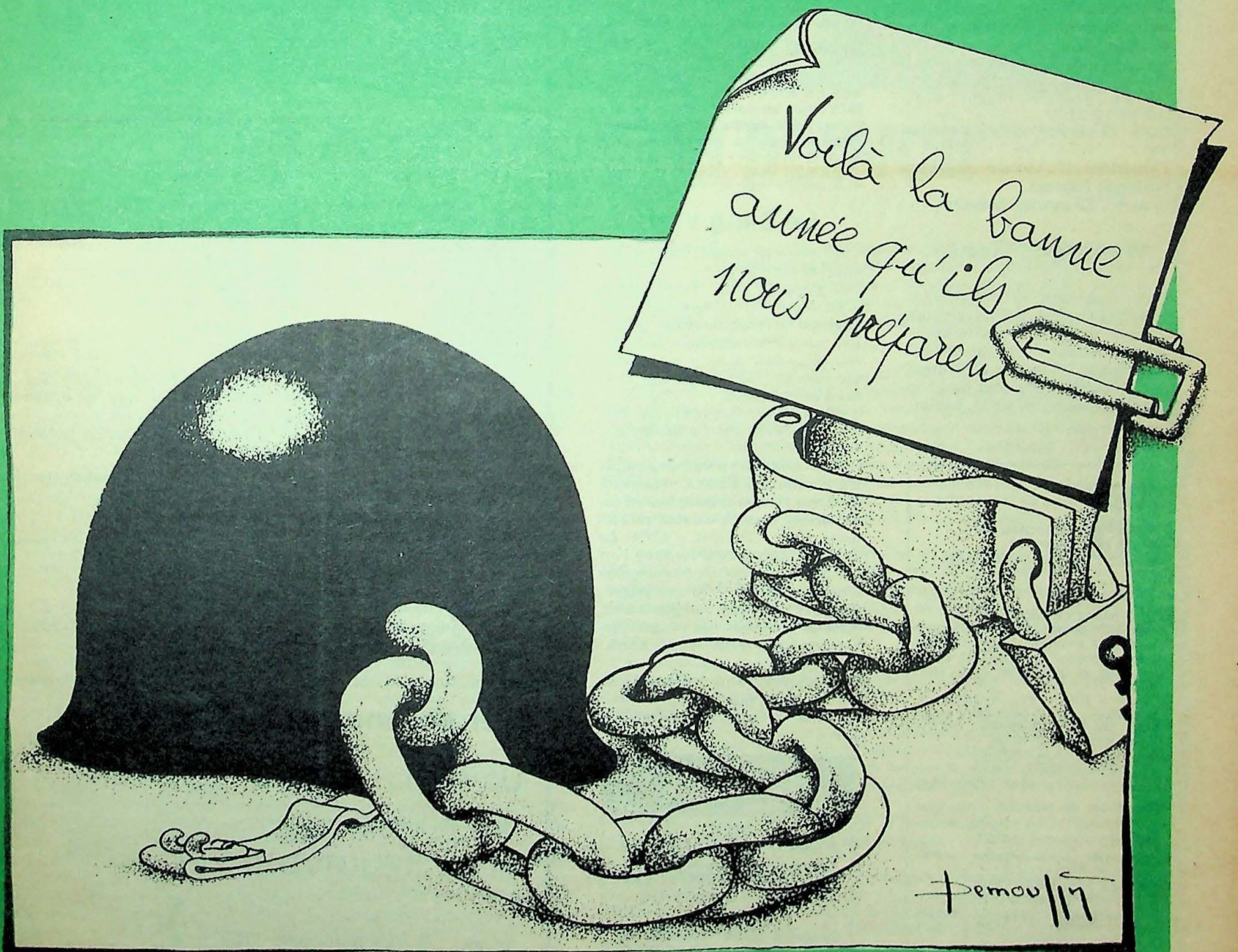


n° 684 du 28 décembre 1975  
au 10 janvier 1976, 3 F 50  
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

# tribune

## socialiste



## SOMMAIRE

- Interview d'un comité de soldats : « Nous avons besoin de grouper nos forces... » p. 4
  - L'univers de Dante p. 5
  - Un entretien avec Jean Rabaut : mouvement ouvrier et tradition antimilitariste p. 6
  - Premières victoires... mais rien n'est encore joué p. 7
- 
- Les intellectuels et la révolution p. 8-9
- 
- « La preuve du pudding » p. 10
  - Les relations PC / PS vues par le CERES
- 
- Revalorisation du travail manuel : diversion et division p. 11
- 
- Timor : l'impérialisme en action p. 12
  - Sahara occidental : le droit des peuples p. 13
- 
- Roubaix : elle court, elle court la courée p. 14-15
  - Un film muet qui fait du bruit p. 16

### Calendrier politique :

Compiègne, 8 janvier, meeting Portugal.  
 Noyon, 9 janvier, meeting Portugal.  
 Le Havre, 9 janvier, meeting Portugal.  
 Pont-Audemer, 14 janvier, avec Régnier et M. Guillien à 18 h.  
 Bernay, 14 janvier, Régnier et M. Guillien à 21 h.  
 Metz, 17 janvier, meeting Portugal.  
 Thionville, 17 janvier, meeting Portugal, Najman  
 Chaville, 23 janvier, Mousel.

### Week-end Santé

Le week-end branche-Santé du secteur entreprise (travailleurs sociaux et travailleurs hospitaliers) prévu les 10-11 janvier est reporté aux 7-8 février 1976, étant donné qu'un week-end national femmes se tient les 10-11 janvier.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIÉ

Direction politique : Alain TLEMCEN

Ont collaboré à ce numéro :

G. Akoun H. Bouchardeau M. Camouis S. Depaquit M. Dronne C. Louzoun J. Mendelson M. Najman G. Perrin C-M. Vadrot G. Yverres et Desmoulin, Kaher, Jean-Loup.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
 Distribué par les N.M.P.P.  
 Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET

9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres Indiquer la nouvelle adresse complète

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

**Pour 1976, à tous les lecteurs de Tribune Socialiste, une bonne année quand même !...**

Tribune Socialiste, « Spécial armée », n° 683 du 21 au 28 décembre 1975 reste en vente cette semaine encore. Par contre Tribune Socialiste ne paraîtra pas maintenant avant le 10 janvier 1976...

### Le Sang Vert

Un nouveau mensuel écologique vient de paraître.

Il s'appelle « Le Sang Vert ». Le Sang Vert s'adresse à tous ceux qui se heurtent chaque jour à une société standardisée donc inhumaine, mais aussi à une société qui détruit ses principales ressources naturelles.

Alors, si tu crois répondre à ce critère, achète vite Le Sang Vert. Mais où ?

Dans toutes les librairies parallèles, à la librairie Entente, à la librairie Syros et auprès de certaines associations... ou alors à l'adresse du Sang Vert - Doizieu - 42950 La Terrasse / Dorlay car Le Sang Vert est le premier journal écologique entièrement fait à la campagne. Son prix : 5 francs. Un peu cher... mais au sommaire du premier numéro, des sujets qui valent ce prix : Pourquoi les autoroutes ? ; Consommateurs de neige ; Architectes pour demain ; Loup, homme, une dualité ? ; Le prix du biologique.

### LE PALACE

20 h

du mardi au samedi dimanche 15 h

**ALEXANDRA K.**  
d'André Benedetto

22 h 30

du mardi au samedi dimanche 17 h

**LA PYRAMIDE !**  
de Copi

8, rue du Fg Montmartre - 770.44.37

## Pour un nouveau TS !!!

POUR QUE 'TS' CHANGE DE VISAGE,  
L'OPÉRATION COÛTE CHER !

**Soyez adroits, placez votre argent à gauche !!!**



**Objectif 500 000 F**

**Première étape : 150 000 F**

**Vous avez déjà donné 35 680,45 F, c'est un début...**

**Nous ont adressé leurs dons cette semaine :**

Fédération de l'Aisne	450 F	PB. Paris 15	120 F
M. St-Michel-sur-Orge	30 F	Section de St-Astier	200 F
ML Dun-le-Palestel	50 F	Section de Bourg-en-Bresse	530 F
Section d'entreprise Hispano-Suiza	100 F	Anonyme Algérie	200 F
Section St-Genis-Laval	200 F	DT et GP Echirrolles	150 F
PD-Basse Terre	100 F	OL-Lons-le-Saulnier	50 F
Section Gaillac	100 F	Section de Dranguignan	50 F
Fédération de la Loire	200 F	Section du Havre	500 F
MR Ivry-sur-Seine	50 F	PE-Sarcelles	40 F
M. Lesquin	25 F	GC-Montreuil-sous-Bois	50 F
JF. Hérouville-St-Clair	25 F	BM-Villeurbanne	100 F
TB. Amiens	30 F	JJ-Marseille	200 F
Section Villeneuve-St-Georges	400 F	Section de Bezons	300 F
Section Paris 12	569 F	Section Paris 5	1 455 F
Section Impôts-Finances Paris	500 F	Section Etampes-Dourdan	200 F
CHU Salpêtrière	170 F	Fédération Vendée	100 F
DR. Versailles	100 F	LR-Andorre	100 F
HF. Bizanos	100 F	Fédération Alpes-Maritimes	121,50 F
Section Paris 16	200 F	JB. Pérols	100 F
Section Annecy	300 F	Section de Provins	70 F
Section de Croix	50 F	Section Mulhouse	300 F
Un marin de l'Arsenal de Brest	200 F	JCC Sens	100 F
Section de Verneuil	628 F		
PR. Vitry-sur-Seine	50 F	<b>TOTAL</b>	<b>35 680,45 F</b>

Quelques sections ont demandé la non publication du nom des souscripteurs. Pourtant il nous semble normal que les camarades puissent constater que leur argent est bien parvenu au journal. Toutefois, si les personnes qui tiennent à garder l'anonymat le signalent lors de leur envoi, nous respecterons leur volonté.

T.S.

**Petites et grosses sommes mises bout à bout nous aideront à faire VOTRE nouveau TS.**

**Nous avons besoin de vous !!!**

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM : .....  
 Adresse : .....  
 Somme versée .....  
 à l'ordre du PSU « Soutien TS »  
 CCP - Paris 14020 44

● **et abonnez-vous à TS...**

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois - 60 F - soutien 150 F)

**TS** 9, rue Borromée - 75015  
 CCP PARIS 5.826.65





## Les embarras du pouvoir

Chirac a une certaine chance. L'affaire avait pourtant failli tourner court en quelques jours et, déjà, les observateurs soulignaient que « la grossière attaque contre le PS avait ressoudé une gauche qui ne se retrouvait plus que dans la polémique ». Oui mais...

La qualité de l'union n'était pas précisément en hausse. On retrouvait certes Fabre, Marchais et Mitterrand côte-à-côte le 6 novembre, mais contre le charcutage de circonscriptions électorales sans que, dans le cortège, un seul slogan soit lancé pour la libération des soldats et militants syndicalistes qui venaient d'être emprisonnés. Et la semaine qui a suivi devait accentuer cette faillite, chacun rivalisant d'ardeur dans la dénonciation du gauchisme et de l'antimilitarisme afin de ne pas tomber dans le « piège » de l'amalgame.

Pourtant, le piège venait de se refermer sur la gauche « responsable ». Pas celui de l'amalgame, évidemment, mais celui de la confiance et de la crédibilité. L'union n'est pas tout, il faut encore savoir pour quoi faire et il est des positions qui peuvent à terme introduire un terrible doute dans le sentiment populaire. Baisser les bras devant la répression est de celles-là, peut-être même la plus significative.

L'union est un combat et nous en sommes bien d'accord. Depuis le déclenchement de la répression, le PSU a mené ce combat-là, à la base et au sommet, afin que s'exprime et s'organise la volonté de briser l'offensive du pouvoir. Nous sommes pour l'unité d'action des partis et syndicats. Souvent celle-ci ne peut se réaliser que sur des bases limitées et exigeant des concessions ? Nous pouvons aussi accepter les bases limitées et les concessions. Nous ne sommes pas des doctrinaires ; nous sommes minoritaires, et nous le savons, mais nous ne raisonnons pas en secte et là est notre force.

L'important est que l'unité réalisée au sommet ait un sens pour l'ensemble des travailleurs, à commencer par ceux qui sont victimes de la répression gouvernementale. Aujourd'hui, il faut unir les forces populaires, mais sur des objectifs clairs et dépourvus d'ambiguïté : la libération des soldats et militants emprisonnés, l'arrêt des arrestations et perquisitions, la levée des poursuites devant la Cour de sûreté, de l'Etat, la reconnaissance des droits d'expression et d'association à l'armée. Il n'est pas besoin d'être « gauchiste » pour accepter de telles bases d'action. C'est bien d'ailleurs aujourd'hui le raisonnement de nombre de militants qui, connus ou non, au sommet ou à la base, signent l'appel du Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés.

Ainsi s'ébauche dans la lutte contre la répression une unité populaire qui

devrait s'élargir au cours des semaines à venir. Déjà, à la base, des militants communistes et socialistes se joignent à l'appel et nous y attachons un grand prix. Car ce geste encore individuel n'est pas pour nous isolé ; il est des positions qui ne pourront très longtemps être tenues et, tôt ou tard, les deux grands partis de gauche devront évoluer si la lutte pour l'unité populaire prend force et extension.

C'est bien aussi pourquoi la « chance » de Chirac pourrait rapidement se retourner. Car la politique du pouvoir comporte une contradiction fondamentale qui, si la « marcellinisation » actuelle se poursuit, devra rapidement éclater. Les cercles dirigeants de la bourgeoisie veulent avec Giscard rétablir le jeu politique « au centre », d'où une conception « réformiste », la tentative d'y adapter des structures électorales, etc. Giscard espère par là élargir la base sociale du pouvoir, désamorcer les mouvements populaires et ne pas se retrouver aux législatives avec un bloc des gauches (dans un pays électoralement coupé en deux, avec la montée du PS... c'est dangereux).

Certains succès dans cette direction ont été obtenus : assouplissement du PS vis-à-vis de Giscard, visite de Fabre, etc. Mais l'affaire n'est pas sans soulever nombre de difficultés : réaction des couches les plus conservatrices (les médecins, les PME, certains cercles de la police et de l'armée). Par ailleurs, le récent fiasco du parti radical gouvernemental à Lyon témoigne des difficultés dans l'entreprise.

Les gaullistes, eux, ont toujours eu une autre perspective : celle d'éliminer le « centre » (« entre les communistes et nous, il n'y a rien » disait Malraux). Aujourd'hui, cette politique peut retrouver quelques soutiens. Car la « reprise », si elle existe un jour, sera faible et les moyens de manœuvre par conséquent réduits, d'où les mécontentements : populaires d'une part, néopoujadistes de l'autre. Ajoutez à cela les perspectives « d'équilibrage » au sein de la majorité en vue des prochaines élections.

L'escalade de la répression, si elle se poursuit, posera donc dans peu de temps des questions de fond au sein du régime.

C'est bien pourquoi nous en appelons à tous les travailleurs et à l'ensemble du mouvement ouvrier. Dans les semaines qui viennent, il nous faut, coûte que coûte, élargir et renforcer le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Un million de signatures, tel est le premier objectif.

S. DEPAQUIT ■

## 132 polytechniciens avec les soldats.

Cent trente deux élèves de l'école Polytechnique ont signé un texte rédigé le 11 décembre 1975. Pour éviter une répression de l'Administration militaire analogue à celle qui a suivi la pétition de solidarité avec les trois appelés de Draguignan (cf. « Le Monde » daté du 7.1.75), les noms des signataires ne peuvent être publiés.

Le texte et les signatures ont été présentés à Me Jean-Jacques de Felice.

Les signataires, élèves de l'école Polytechnique (promotion 73 et 74), protestent énergiquement contre les arrestations, les inculpations et les perquisitions dans les locaux syndicaux.

Ils dénoncent la campagne d'intoxication menée par le pouvoir. Ils demandent la suppression des juridictions d'exception : tribunaux militaires et cour de sûreté de l'Etat...

Dans l'armée comme ailleurs, ce n'est pas la répression qui résoudra les problèmes. Le gouvernement doit satisfaire les revendications légitimes du mouvement des soldats : liberté d'expression, d'information et d'association pour tous les militaires et amélioration des conditions matérielles.

Ils demandent la levée immédiate de toutes les arrestations et la cessation de toutes les poursuites contre ceux qui luttent pour les droits démocratiques dans l'armée.

## Qui démoralise qui ?

Dans un dernier TS, nous avons publié le texte d'une lettre ouverte à MM. Chirac, Poniatowski, Lecanuet et Bourges qui circulait à Besançon. Cette lettre se terminait par ces mots :

Si, « porter atteinte au moral de l'Armée » c'est :

★ réclamer l'application de la constitution à tous les citoyens y compris les soldats,

★ demander le libre exercice des droits démocratiques à l'intérieur des casernes,

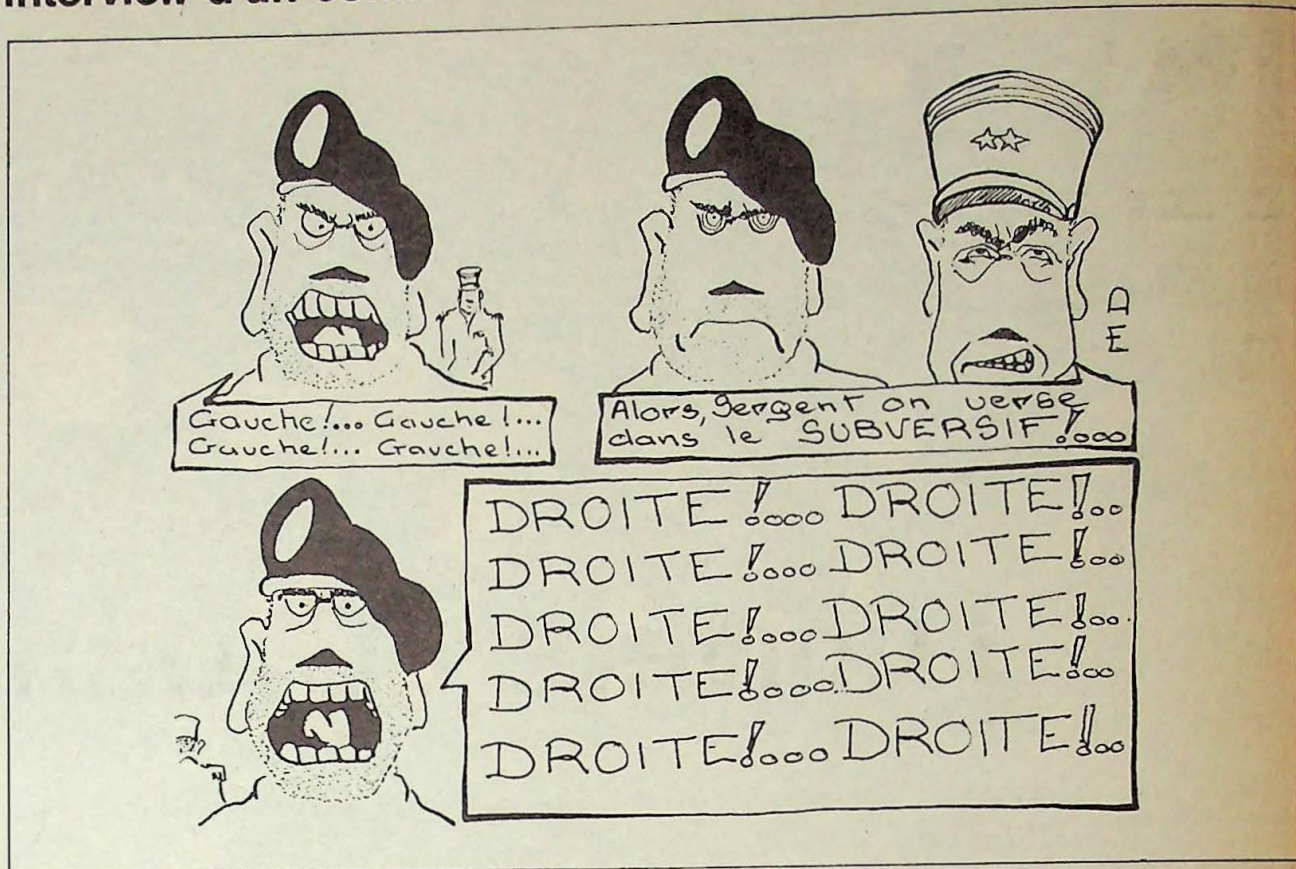
★ aider les soldats en leur fournissant moyens matériels de se réunir, et de s'exprimer.

Alors, nous AFFIRMONS que nous participons et que nous continuerons à participer à cette « entreprise de démoralisation de l'armée. »

Nous publions ici la liste des premiers signataires :

Alonzo Odile, enseignante, Dôle (39) - Balduini Diulo, ancien déporté, pays de Montbéliard (25) - Banet Dominique, prêtre, Besançon-Bart Suzanne, religieuse, Besançon-Baudiquey Paul, prêtre, Besançon-Belorgey Bernard, Besançon-Bertrand Louis, ancien déporté, Belfort (90) Boucon Bernard, professeur IUT, Besançon-Bouhelier, prêtre, Besançon - Dr Bultot Martine, médecin généraliste, Besançon - Bultot Juana, retraitée, Besançon Cachot Jean, prêtre, Besançon-Chalon Claude, SGEN-CFDT, Dôle-Châtelet François, président de la section de Besançon de la Libre Pensée-Choffel Jean-Marie, Besançon - Dr Costagliola, médecin généraliste, Besançon - Courier Jean-Pierre, assistant à l'Université de Besançon - Delachaux Claude, conseiller municipal, Baume-Les-Dames (25) - Deleule Didier, maître assistant, faculté des lettres, Besançon - Dr Dorget Patrick, Besançon - Dr Gayet Françoise, médecin généraliste, Besançon - Genin Pierre, prêtre, Besançon - Dr Gérard Christian, Besançon - Grallet J.P. prêtre, Besançon - Guingard Sonia, Besançon - Guyet Hubert, secrétaire du syndicat CFDT services-libre de Dôle (39) - Jouvenot Christian Besançon - Dr Landry Michel, Besançon - Lantz Pierre, maître-assistant à la faculté des lettres de Besançon - Larceux André, assistant à l'Université de Besançon - Laude Bernard, professeur à la faculté des Sciences, Besançon - Laude Madeleine, enseignante, Saône (25) - Maire Maurice, maire de Saône (25) - Manet Gérard, professeur, pays de Montbéliard (25) - Martin Louis, secrétaire de l'Union régionale CFDT de Franche-Comté - Minazzi Georges, secrétaire fédéral PSU du Doubs - Moniotte Jean-Claude - Nardin Charles, prêtre, Besançon - Petit Andrée, institutrice d'application en retraite, Besançon - Petit Jean, maître-assistant à la faculté des lettres de Besançon - Piaget Charles, secrétaire national du PSU Pourcelot Gilbert, secrétaire de la section PS de Saône (25) - Risset Claude Alain, assistant à la faculté des sciences de Besançon - Rueff Pierre, assistant à la faculté des sciences de Besançon - Songhoro Ernest, dessinateur, Besançon - Mme Vieillard, mère de famille - Vieillard Michel, ouvrier, ancien combattant - Vittot Roland, CFDT, Métaux, Besançon.

## Interview d'un comité de soldats



## « Nous avons besoin de grouper nos forces... »

La meilleure riposte à l'offensive du pouvoir, c'est des Casernes qu'elle nous vient. Partout dans l'Ouest, dans l'Est, dans les casernes, là où il n'y en avait pas encore, des Comités se créent. Comme à Montbéliard où, pour faire plaisir à Bigeard, les « petits gars ont tenu à montrer qu'ils avaient assez de santé pour sortir le numéro un de leur bulletin « 43 kg d'acier à 20 kms ». On ne le publie pas, ça lui ferait trop de peine...

Quant au comité du 403ème de Chaumont - section syndicale -, il vit toujours, et tient à préciser qu'il enregistre le score de 800 jours d'arrêts de rigueur, et que sa lutte reste « celle de la liberté d'expression et d'association ».

### Deux exemples parmi bien d'autres...

TS : Comment les événements récents et les inculpations sont-ils ressentis dans ta caserne ?

Nous avons appris les événements principalement par la presse et par le durcissement de la discipline. Les rares avantages concédés dans notre unité ont été supprimés. Ainsi le port de la tenue civile à l'extérieur de la caserne est maintenant refusé. L'ambiance est au flicage systématique. Les sous-officiers passent souvent la tête dans les chambrées pour voir ce qui se passe.

On a tous compris qu'à travers la répression, et la procédure de la Cour de sûreté, c'est nous qu'ils veulent démoraliser.

TS : Où en est ton comité actuellement ?

Dans mon unité, les conditions sont spéciales. En RFA, nous

sommes très isolés. Les contacts avec les Allemands sont difficiles. Il est guère possible de s'appuyer sur un soutien extérieur. Au niveau de l'organisation du comité, on est obligé de prendre plus de précautions. Les réunions sont plus éclatées.

TS : Que pensez-vous de l'attitude de la gauche ?

On a eu les informations par la radio. On n'a pas compris les réticences de la gauche. Très vite, on a eu l'impression que tout le monde oubliait le mouvement des soldats, et ses problèmes. Cela a tout de suite dévié vers des querelles politiciennes. Nous avons vu le PC, le PS, la CGT, nous lâcher pour des problèmes de boutique. Nous réclamons dans nos bulletins le droit d'expression et d'organisation. Toute la gauche devrait être d'accord sur cette base ; ces revendications figureraient dans l'Appel des 100. Au

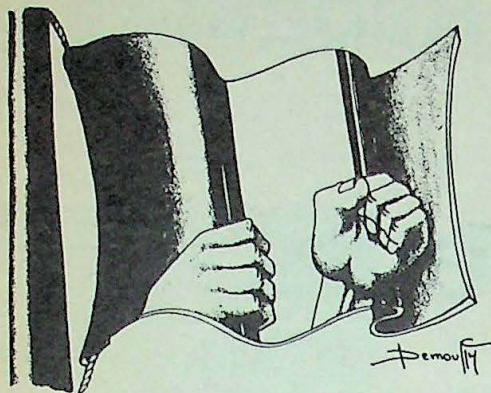
lieu de cela, la gauche préfère s'esquiver au moment où la répression s'abat. Sauf pour la CFDT et le PSU, nous avons senti qu'on nous lâchait.

TS : Comment voyez-vous le développement du mouvement des soldats ?

L'important actuellement c'est d'obtenir la libération de tous nos camarades. Pas seulement ceux qui sont inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat, mais aussi tous les appelés (et pas seulement ceux de Besançon, de Chaumont et de Cazeaux) qui sont au trou pour le moindre prétexte, comme par exemple Allary à Dijon, les copains de Baden-Baden, etc...

Il faut qu'on soit soutenu par les civils, le mouvement en a besoin pour se développer. La répression s'est accrue, et dans notre unité nous sommes prêts à riposter. Il faut faire comprendre au pouvoir que la répression ne fera pas taire les appelés : nous nous battons toujours pour les droits qu'on nous refuse.

Pour le moment, il nous paraît difficile de tenir des Etats Généraux, mais les contacts avec d'autres comités sont possibles. On devrait coordonner par département et par région, par exemple, car nous avons besoin de grouper nos forces...



## La parole aux inculpés

# l'univers de Dante

D'une manière générale, deux points sont à souligner : l'arbitraire et l'isolement. Pour comprendre, le mieux est de décrire et d'expliquer les faits. Qu'est-ce qu'une arrestation ? une inculpation ? la détention ? Comment vit-on ce long chemin qui nous conduit de la vie vers la mort ? Tu vois, c'est un peu comme la descente aux enfers de Dante.

### un mot qui résume tout...

Imagine. Tu es chez toi, un peu fatigué de ta journée de travail, et, coup de sonnette. A moitié endormi, tu ouvres la porte pour voir un paquet de têtes, des bras et des jambes qui se précipitent chez toi après avoir récité des formules rituelles et incantatoires au milieu desquelles se glisse un mot qui résume tout « POLICE ». Mot qui éveille à la fois la défiance et une appréhension qui se traduit par un sentiment de révolte et de dégoût. Tu es sur la défensive. Qu'est-ce que j'ai fait ? De quoi m'accuse-t-on ? Ce qui en dit long sur les rapports entretenus entre le citoyen et un organe chargé a priori de sa sécurité.

Sept flics débarquent et, parce que j'insiste, j'ai droit à une carte vaguement tricolore qu'on me glisse rapidement sous le nez. Déjà, la fouille est commencée. Questions, réponses ; tu apprends que tu as démoralisé l'armée française. A côté de toi, Philby est un rigolo.

Une heure passe. Un inspecteur te dit : « Préparez-vous, on vous emmène à la gendarmerie » Je demande le mandat d'arrêt. « C'est simplement pour une audition ».

Alors tu te dis que tout va s'expliquer, qu'il y a certainement erreur. Bref, tu suis le mouvement. Te voilà aux portes de l'enfer, extrait de la vie et du monde des hommes.

A la gendarmerie, on me signifie le chef d'inculpation : « concertation pour une entreprise de démoralisation de l'armée » ; j'ai envie de rire mais ils ont l'air très sérieux. La première audition finie, tu penses que tu vas retourner chez toi. Mais pas du tout, et te voilà jeté dans une cage de commissariat en garde à vue, un peu hébété par ce qui t'arrive. Un leitmotiv t'accompagne « Tout va s'expliquer ». Au petit matin, après avoir subi une nuit sans sommeil parce que les agents de service parlent fort et qu'une lumière crue te fait rechercher une position à peu près confortable sur une planche pour échapper

à l'éclairage et au froid (je n'avais pas de couverture), voilà les inspecteurs de la PJ qui reviennent. « Ça va, bien dormi, » etc.

Retour à la gendarmerie. La deuxième audition commence, cette fois-ci accompagnée d'une confrontation avec un soldat du 19 RG, Marc Rodriguez, visiblement gêné. La démoralisation prend corps ; on m'accuse ni plus, ni moins, d'avoir reçu des gens chez moi. Marc Rodriguez dit être venu à mon appartement, mais nie ma participation à des réunions de militaires et de civils ayant pour thème les conditions intolérables de la vie en caserne ; j'apprendrai ça plus tard.

Midi, 4 décembre. De nouveau trimballé au commissariat où je subis la mise en fiche à l'identité judiciaire, j'ai un premier contact avec les menottes. Notez bien que je ne suis ni reconnu coupable, ni inculpé. L'un des flics me dira que je ferais bien d'économiser mon souffle pour chier.

L'après-midi, après être revenu à la gendarmerie, j'apprends mon transfert à Paris. Coup de tonnerre, les illusions se dissipent. Je sens monter de mon corps des larmes de colère et de révolte. Les visages se bousculent dans ma tête, ma femme, ma fille, mes camarades ; tout ça fout le camp. Loin s'en va la vie. Les portes de l'enfer se sont refermées. Dans la voiture qui m'emmène vers Paris, j'organise ma défense, preuve que je ne crois pas encore à mon inculpation. Quelle erreur ! Je sais aujourd'hui que, lorsqu'un flic t'adresse la parole, tu es déjà coupable.

### un regard de mépris et de haine

Mais je voudrais revenir un peu sur l'attitude de la police, au cours de ces dernières 24 heures. J'ai vu et entendu un certain nombre de gestes et de paroles, qui me font douter de la mentalité et de la sécurité de la police et de la gendarmerie, donc de leur capacité à assurer l'ordre et le respect de la société et des gens qu'ils sont censés servir.

Cela va du « allez voir en Pologne si on s'y trouve bien », en passant par « les modèles de la Chine et de l'URSS » que l'on voudrait imposer, le « melon à qui il faut botter le cul », au plaisir de « casser du gauchiste », aux inspecteurs qui veulent faire le coup de feu sur un lapin la nuit, aux histoires de magouillage d'argent qui se trament dans certains services de police, à l'inspecteur qui vous

dit que cela n'a aucune importance d'être fiché puisque lui il est « fiché » et que cela ne l'empêche pas d'être flic, au regard de mépris et de haine d'hommes qui vous regardent en vous traitant de « syndicaliste », aux scènes de western dans une brigade de gendarmerie, à l'inspecteur qui vous assimile à des truands. La liste est longue qui tisse sa toile d'intolérance, de racisme et de haine de tout ce qui vit.

Le voyage se termine et, après avoir passé une nouvelle nuit dans un commissariat à Saint-Denis, toujours dans les mêmes conditions, je suis transféré au Fort de l'Est à 8 heures du matin. La longue attente commence. C'est là que je rencontrerai des camarades qui ont été incarcérés avec moi à Fleury-Mérogis : Jung, Blondelle et Murer qui ira à Fresnes avec Jussiaux. J'y ai vu aussi Miméoni, tranquille et courageux ; il m'offrira un sandwich. Je n'avais pas mangé depuis 48 heures (il ne suffit pas pour manger d'avoir de la nourriture, faut-il encore avoir faim).

La longue attente commence dans cette antichambre de la prison. A chaque niveau, son cercle de tortures et la foule des condamnés qui subissent leur sort.

C'est à 17 h 30 que je passerai devant le juge qui, bien que n'ayant pas eu le temps matériel de prendre connaissance de mon dossier, m'inculpera en prononçant la formule rituelle « de graves présomptions pèsent contre vous, je vous inculpe ». Clac, les menottes se referment sur tes poignets.

Ensuite tu empruntes le dernier cortège, toutes les sirènes hurlantes et lumières clignotantes, qui t'entraîne irrésistiblement vers le dernier niveau : la détention dite provisoire.

C'est la fin de la descente qui te conduit du mouvement à l'immobile, temps et espace ne veulent plus rien dire. Te voilà devenu mort-vivant.

### la descente aux enfers

Comme tu le vois, du monde policier à l'univers carcéral, il y a la logique implacable de la mutilation du corps. La prison représente en ce sens le sommet de cette bureaucratie. Photos, n° matricule, empreintes, fouille.

Il faudra d'ailleurs revenir plus en détail sur les conditions de détention mais je préfère terminer aujourd'hui sur une question essentielle, et qui explique le mieux l'univers carcéral : « que faire ? » Que faire, en effet, quand la fonction du corps humain ne va guère plus loin que l'absorption de la nourriture, le sommeil et le déplacement d'une cellule à une autre accompagné de l'éternel gardien. Que faire quand on a froid et quand l'heure de promenade quotidienne dans une petite cour carrée au sommet d'un bâtiment, grillagée par le haut, devient la seule perception du monde des hommes et de la terre où on vit. Que faire, sinon écrire ; comme ces moines d'un autre âge qui mutilaient leur corps pour atteindre l'Esprit saint. Mais nous ne sommes pas des religieux et l'Esprit saint nous importe moins que l'amour des hommes et des femmes qui luttent avec nous au-dehors. Vivants hibernés, nous attendons la fin de l'hiver. Le corps se flage et la vie devient artificielle. Pourtant le socialisme vivra et nous vaincrons.

Jean-Claude Valentini militant PSU et CFDT, en collaboration avec Armand JUNG secrétaire fédéral du Bas-Rhin PSU militant CFDT et Lionel BLONDELLE secrétaire UIS - CFDT, militant PSU.

### En prison aussi...

La section syndicale de Fleury-Mérogis à Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT et Georges Séguy, secrétaire général de la CGT.

Nous, Valentini, Blondelle, Jung, Baudouin, Marielle, conformément aux statuts en vigueur à la CFDT et à la CGT, nous vous annonçons par la voix de notre secrétaire de Fleury-Mérogis la création d'une intersyndicale CFDT/CGT afin que soient respectés nos droits et nos conditions de vie et que nous bénéficions entièrement du régime particulier accordé aux prisonniers politiques prévu par le décret D 490 du code pénal.

Dans l'attente d'une confirmation de votre part, veuillez accepter nos salutations amicales.

Le secrétaire de l'Intersyndicale

# Un entretien avec Jean Rabaut

## les fausses pudeurs

Riche de textes souvent savoureux, le livre de Jean Rabaut sur l'antimilitarisme en France 1810-1975 nous rappelle, ainsi qu'à ceux qui auraient tendance par les temps qui courent à l'oublier, la longue — et parfois glorieuse — tradition antimilitariste du mouvement ouvrier français. Retranché derrière les textes qu'il a réunis, Rabaut se contente de rappeler les faits et le contexte historique.

Mais son étude nous incite à la réflexion. En temps de « paix », en dehors donc des périodes de guerre coloniale, qu'est-ce que l'antimilitarisme ? Un état d'esprit exprimant une révolte spontanée, une simple réaction de défense, ou une arme politique s'intégrant dans une stratégie ? Quelle fut son efficacité, son impact de masse sur le contingent et les militaires de carrière (limité, semble-t-il) ? L'antimilitarisme n'a-t-il pas souvent tenu lieu d'une véritable stratégie de contrôle populaire sur l'armée, sachant se donner des objectifs intermédiaires (syndicalisation) ?

Antimilitarisme a toujours rimé avec anticléricalisme. Ce sont les mêmes qui brocardent et la religion et la patrie. Aujourd'hui, nombre de chrétiens ont basculé dans le camp socialiste. Et ce sont eux qui mènent avec le plus d'efficacité la lutte contre l'Eglise-institution, considérée comme appareil idéologique d'Etat (voir TS n° 679). Jusqu'où peut-on poursuivre l'analogie avec l'armée, appareil répressif ?

Jean Rabaut, ancien pivertiste, résistant de la première heure, milita à la SFIO de 1945 à 1958, puis la quitta pour rejoindre le PSA dont il fonda l'une des premières sections d'entreprise à la radiodiffusion française. Membre fondateur du PSU, il y resta jusqu'en 1964. Il est aujourd'hui membre du PS. Il y a tout juste un an, il publiait chez Denoël un livre sur Les gauchistes français 1929-1944.

**TS :** Vous dites que l'antimilitarisme est « multiforme dans ses aspects et varié dans ses motivations ». Pouvez-vous nous définir les divers courants qui se sont partagé l'antimilitarisme ?

**Jean Rabaut :** Il y a à la fois un et des antimilitarismes. L'antimilitarisme des patriotes, qui luttent contre l'intrusion des militaires dans la vie civile : c'est le cas de Jaurès et de la majorité des Dreyfusards. A l'autre extrémité, l'antimilitarisme des anarchistes, des libertaires, qui ne supportent pas la caserne et nient en bloc et l'armée et la patrie. Ce dernier

courant a largement contaminé la CGT d'avant 1914, qui d'ailleurs était loin d'être unanime. Entre ces deux extrêmes, existe toute une palette de positions possibles. L'antimilitarisme peut être conditionnel et circonstanciel. Enfin, après 1914, l'objection de conscience nous est venue des pays anglo-saxons.

**TS :** Depuis quelques années, on parle de l'« ennemi intérieur ». Des services spécialisés existent, qui le mettent en fiches. Cela existait déjà avant 1914...

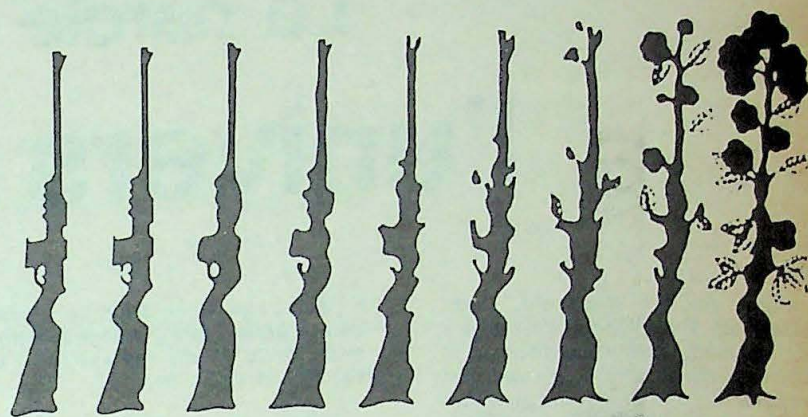
**JR :** Oui, c'est le carnet B. JJ Becker a écrit là-dessus un excellent ouvrage. Le carnet B. recensait les saboteurs éventuels de la mobilisation. Becker a reconstitué des morceaux de ce carnet, département par département.

Les militants fichés n'étaient pas des marginaux, mais des gens stables, avec domicile fixe, métier régulier, situation de famille précise. Beaucoup d'entre eux avaient des responsabilités syndicales.

**TS :** Vous parlez ensuite de la « bolchévisation » de l'antimilitarisme. En quoi consistait-elle ? Vous rappelez que, dans les années 1920, le PCF luttait pour toute une série de revendications immédiates : augmentation du prêt, vote des soldats, reconnaissance du syndicalisme militaire, suppression des conseils de guerre, contrôle de l'ordinaire, permissions plus fréquentes... Pouvez-vous nous donner des précisions à ce sujet.

**JR :** Le PCF, à sa naissance, a tenté d'intégrer l'antimilitarisme épidermique et latent qui existait dans une perspective stratégique globale et cohérente, celle de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce fut la condamnation de la désertion et de l'insoumission, le lancement

de campagnes contre l'occupation de la Ruhr et la guerre du Rif. Quant à la revendication d'un syndicat de soldats, elle se trouve, si mes souvenirs sont exacts, dans le carton sur l'occupation de la Ruhr à la Bibliothèque nationale.



**TS :** Une sorte de censure, de refoulement, semble peser sur l'antimilitarisme. Vous parlez du nombre restreint d'études consacrées à ce sujet. Vous n'avez pu reproduire un certain nombre de documents : tracts des Jeunesses communistes, textes de l'Humanité, d'Aragon, de G. Sadoul... Pourquoi ?

**JR :** Cela tient à la sacralisation du principe même de l'armée. J'ai essuyé quatorze refus d'éditeurs, y compris de gauche, avant d'en trouver un. Le PCF a prétexté que les pièces que je voulais reproduire n'étaient pas « significatives de la politique militaire et de défense nationale que ce parti a menée depuis plus d'un demi-siècle ».

Pourtant, je parlais du tournant « patriotique » de 1934. Sur tous ces sujets, le PCF pratique une double politique : il laisse en grommelant les spécialistes s'exprimer dans des revues confidentielles à tirage limité ; pour la saga officielle, des gens comme Germaine Willard se chargent de réécrire l'histoire...

**TS :** Que pensez-vous des récents événements ?

**JR :** Je tiens à vous dire ceci. Je trouve surprenant et inacceptable que des gens de gauche répudient l'étiquette antimilitariste. On peut très bien ne pas approuver telle ou telle manifestation d'antimilitarisme. Les excès font partie de tous les mouvements. Je ne suis pas d'accord pour traiter tous les officiers de « crevures ». Mais ce n'est certainement pas au moment où le pouvoir monte une opération qui est en fin de compte une opération anti-ouvrière et an-

tisyndicale qu'il convient d'en désavouer les manifestations dont on devrait réserver la discussion à l'intérieur de la gauche.

Vous connaissez la formule de Clémenceau : « la Révolution est un bloc ». Il y a plusieurs antimilitarismes. Mais d'une certaine manière face à la répression, l'antimilitarisme doit être un bloc.

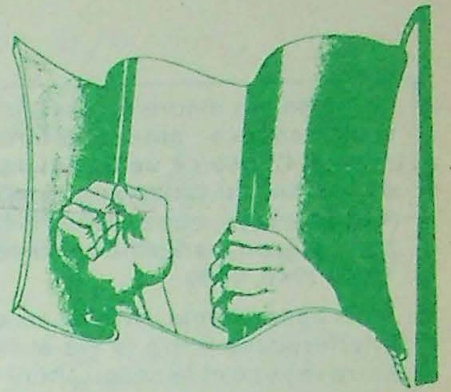
(Propos recueillis par G. PERRIN).

### Une définition de l'antimilitarisme

« Toute attitude, jugement ou comportement qui, soit sur la base d'une doctrine structurée (libertaire, marxiste, démocratique ou non-violente), soit simplement en rapport avec des événements précis, extériorise à l'égard de l'institution militaire des sentiments qui peuvent aller de la méfiance à l'hostilité systématique ou violente.

Suivant le cas, il considérera qu'il se suffit à lui-même ou ne sera au contraire qu'un élément dans la lutte révolutionnaire ou dans un effort réformiste où l'armée dans sa forme actuelle est considérée comme un obstacle ».

M. MEYER - SPIEGLER (citée par J. Rabaut)  
En ce sens, comme le dit J. Rabaut, toute la gauche est antimilitariste.



# Premières victoires... mais rien n'est encore joué



## Un million de signatures !

C'est l'objectif que se fixe le Comité national pour la Libération des emprisonnés.

Déjà l'appel recueilli dans toute la France des dizaines de milliers de signatures. Tout montre qu'il est possible d'arriver au million. (dimanche matin sur un marché du 14<sup>e</sup> arrondissement à Paris, 180 signatures en une heure, 130 dans deux ateliers chez Chausson, plusieurs centaines à Sens, 500 à l'hôpital et au CHU Pitié-Salpêtrière...). Alors pas d'hésitations...

Le texte de l'appel est disponible en écrivant au PSU, 9 rue Borromée, Paris 75005 ou à Politique Hebdo, 14-16 rue des Petits-Hôtels, Paris 75010.

Le pouvoir a dû commencer à reculer. Ses dossiers sont vides, et grâce à la politique offensive d'unité d'action menée entre autres par le PSU, le front des organisations contre la répression est en train de s'imposer. Plusieurs camarades ont été relâchés. C'est un encouragement. Mais les inculpations ne sont pas levées. Le gouvernement est donc en difficulté : certains courants cherchent les moyens de reculer sans se déjuger, d'autres cherchent à justifier la répression, à posteriori, en engageant une campagne de provocation (voir par exemple l'article d'un certain Coletta dans le Journal du Dimanche du 21 décembre).

La semaine qui vient de s'écouler a été marquée essentiellement par la journée d'action du 18. Le bilan en est très instructif. Tout d'abord, le sectarisme du PC et de la CGT n'a pas servi ses tenants. Partout où n'avait pas pu se constituer un autre cortège que celui du collectif national pour la libération des emprisonnés, ce fut l'échec. (exemple type : à Sens, la « gauche unie » ne regroupe que 60 personnes dans un meeting terminé à la va-vite 40 minutes à peine après l'ouverture ; mais aussi à Marseille où par rapport à la manifestation de la CFDT qui avait rassemblé 2000 personnes la semaine précédente, le cortège du 18 avec ses 3 500 personnes, quand on connaît la force du PC et de la CGT dans la région, apparut comme un échec). Dans certaines villes, les atteintes à la démocratie ouvrière ont obligé la CFDT à sortir du cortège unitaire (comme à Toulouse, Metz, Château-Thierry, Haute-Marne, Oise, Eure-et-Loir...). Dans de nombreux cas, les manifestations ont vu le service d'ordre CGT-PC agresser certains de nos camarades qui défilaient et même d'autres de la CFDT (Perpignan, Brest, Montpellier...). Le résultat ne s'est pas fait attendre. A Montpellier, par exemple la CFDT Santé, le SGEN, le collectif chômeur CFDT sont sortis du premier cortège et ont rejoint celui du PSU, de la LCR, de Revo et de LO, le transformant en cortège majoritaire ; plusieurs membres du PCF ont déclaré qu'ils renverraient leurs cartes. Le sectarisme va si loin qu'on a pu entendre à Bourg-en-Bresse, au cours d'une réunion unitaire, le représentant du PCF émettre des réserves sur la participation du PSU **quelques soient ses positions !**

Pourtant, souvent, les manifestations ont été puissantes, unitaires et les partisans du soutien inconditionnel aux soldats ont pu entraîner avec eux de larges secteurs de la CGT, du PC et du PS. A Nîmes, on pouvait voir dans l'important cortège du comité de solidarité des banderoles de la CGT-Perrier, de la CFDT construction et du SGEN ; de nombreux militants communistes ont assisté à l'assemblée du comité et le PC a dû être contraint à y envoyer des observateurs ; à Bordeaux, la CFDT avait organisé son cortège dès 16 heures (2 500 personnes) pour rejoindre le cortège unitaire, se saisissant de ce prétexte le PC refusait le cortège unique. La CFDT défila donc avec le comité de solidarité. Plusieurs sections CGT (institut des carrières sociales, métallos de chez Deruppé, SAFT, hôpital de Château-Picon...) avaient publié séparément des communiqués de soutien à la CFDT, certaines d'entre-elles défilèrent avec la CFDT et le comité.

A Paris, ce furent près de 20 000 personnes qui se regroupèrent derrière la banderole du comité national. Un peu avant l'arrivée place de la République, de nombreux militants CFDT et même CGT les ont rejoints.

Ce sont certainement toutes ces « désaffections » qui ont obligé l'Humanité à tirer pour la première fois le 23 décembre : Libérez les prisonniers !

Il est donc possible, à condition d'être offensif, d'imposer l'unité sur des mots d'ordre unitaires mais clairs.

C'est la tâche que se sont fixés les dizaines de comités locaux constitués sur la base de l'appel des personnalités pour un collectif national pour la libération des soldats et militants emprisonnés.

Ces comités formés par des personnalités politiques syndicales, universitaires ou culturelles, avec le soutien du PSU, de la LCR, du Marc, de l'OCR et souvent de la CFDT, des paysans-travailleurs, des associations populaires familiales, des mouvements de jeunesse (JEC, MRJC, CLAJ...) n'observeront aucune trêve, fut-ce celle de Noël...

Quand on est réac et un peu con et qu'en plus on est journaliste, il existe un excellent moyen de réussir et d'être bien vu par son rédacteur en chef, c'est d'être copain avec les flies. C'est ce que fait M. Antoine Coletta du Journal du Dimanche. Il vient de donner le meilleur de lui-même avec son article de dimanche dernier intitulé en toute simplicité « le plan de bataille des gauchistes ».

Deux pages de son canard pour donner le grand frisson aux foules. Rien que cela !

M. Antoine Coletta a rongé l'os qui lui a été jeté avec une belle avidité mais aussi avec la fascinante débilite de ceux qui fréquentent un peu trop la police. Il s'est jeté avec ravissement sur un gros tas de rapport de synthèse des Renseignements généraux et en a fait une fabuleuse bouillie sur l'extrême gauche. Malheureusement pour lui il a pas tellement fait le tri, il a recopié des phrases entières... y compris les aneries qu'elles contiennent. En règle générale ces rapports ne sont pas d'un haut niveau, ni du point de vue des informations ni du point de vue du style, ni du point de vue de la profondeur de l'analyse et la prose du Coletta s'en ressent. De plus il a tout mélangé dans le temps. Un exemple : personne ne lui a expliqué que l'Agence de presse gauchiste (Libération) n'existait plus depuis deux ans. Un autre gag recopié sans broncher : il explique qu'un journaliste de Politique hebdo, Hervé Hamon, est prof de droit à Paris II. Pourquoi pas... ? Malheureusement pour lui « Hervé Hamon » n'est qu'un pseudonyme... et le Hervé Hamon qui existe réellement à Paris II — un hasard — n'a rien à voir avec PH. Le gag se dédouble : Coletta cite un papier de Hamon pour prouver que les gauchistes sont à l'affût et veulent détruire la société. Bien. Manque de pot l'extrait présenté vient d'un article du Monde paru le 5 septembre 1974 !

Voilà pour la qualité et la provenance des informations.

Mais il y a plus grave : ce papier pourrait bien n'être que les prémices d'une offensive d'un gouvernement décidé à jouer de l'arme du « complot » tous azimuts. Cela fait une dizaine de jours que l'on en parle beaucoup au ministère de l'Intérieur et à celui de la Défense. L'Aurore y a fait allusion la semaine dernière et France-Soir de lundi en a parlé encore plus discrètement. Le danger ? Que le pouvoir profitant d'une hésitation de la gauche lance son opération complot. Poniatowski en rêve : reste, au minimum, à trouver quelques journalistes pour lancer les bobards et désigner les coupables. Coletta, dûment chapitré par la Préfecture de Police, est parti en première ligne.

Cette tentative de semer la panique, de taper sur l'opinion à coup de révélations mensongères et suggérées, cette imminence d'une « alerte aux gauchistes » sont inquiétantes. Il se pourrait bien que la marge de manœuvre soit étroite. Il faudra peu de choses pour que la campagne prenne forme et s'amplifie. Mais peut-être suffirait-il d'un peu de dignité et de fermeté à la gauche, elle aussi visée, pour étouffer la tentative dans l'œuf...

M.N.

C.-M.V.

## ECRIVONS-LEUR.

**SANTE** mentionner : 42 rue de la Santé 75624 CEDEX 14, Cour de Sécurité de l'Etat, détenu politique.  
JULLIEN Bertrand cellule 77 écrou n° 182 448 division 1  
GENOT Alain  
HOUSSIN Yann écrou n° 182408 bloc 1 cellule 1  
PUCCIARELLI Dominique  
NOAC Olivier

**FRESNES** avenue de la Division Leclerc 94251 Fresnes  
JUSSIAX Gérard cellule n° 6, écrou n° 652163 division 3  
BIANCO Patrice  
OGER Michel  
STOMBOULI Jacques  
MURER Raymond, n° 652223, cellule 91 1ère division  
MONDO Igor

**FLEURY-MEROGIS** 27 avenue des Peupliers 91700 Sainte-Geneviève-Des-Bois  
BAUDOIN Claude  
BRUNO Marielle  
FEYRIT Claude  
THIERRY Bernard  
MARCoux Maryvonne

**SOLDATS**  
SIMON Jean-Luc, écrire au Cuirassier SIMON EC 53ème Cuirassier 54301 Lunéville  
CROCI Jean Michel, 8ème Régiment de Hussards, 68130 ALTKIRCHE  
DUEZ Simon, 1er Régiment d'infanterie, quartier Rahier 57404 Saarbourg

**N'OUBLIONS PAS**  
REMY Bernard, n° 887, cellule 301, Gradi-gnan, 17 rue du Chouiney, 33170 GRADIGNAN.

# Les intellectuels

## François ou les m d'un philo

Le temps des méprises, Les années de démolition, Les rendez-vous manqués : autant de titres qui n'incitent guère à l'optimisme. Chacun à sa façon, par le truchement de l'entretien, du roman, du pamphlet, Henri Lefebvre, François Châtelet Régis Debray, nous conte l'histoire d'intellectuels venus à la politique, au marxisme et à la révolution, au cours des années 1920, 1940, 1960.

Trois bilans. Trois livres aussi qui n'hésitent plus à parler des interférences entre la vie et la pensée, de cette dialectique entre le vécu et le conçu chère à Lefebvre. Intensité de la vie, amours : tout y passe. Trois livres qui nous parlent du tragique indissolublement lié à la politique, en tant que question du pouvoir : un tragique joyeux chez Lefebvre et Châtelet, plus pessimiste chez Debray.

A l'heure des rééditions et des fac-similés (1), des livres qui tentent de faire le point sur le rapport des avant-gardes littéraires, artistiques, philosophiques (surréalisme, existentialisme, situationnisme) avec la politique et la révolution.

Des auteurs « en marge », à un degré ou à un autre, qui nous font enfin penser à la terrible incapacité du mouvement ouvrier français (PSU largement compris) — Althusser déjà, dans son Pour Marx le disait en 1965, mais les althussériens de ce point de vue n'ont rien arrangé — à forger, à faire émerger, du sein même de la classe ouvrière et encore plus parmi les intellectuels révolutionnaires, de véritables « intellectuels organiques » (Gramsci) de la classe.

Un intellectuel révolutionnaire, qu'est-ce que c'est ? A deux reprises, au cours des cinquante dernières années, notre camarade Pierre Naville s'est posé la question. Ces brochures, il les reproduit aujourd'hui. (La révolution et les intellectuels, éd. Gallimard Coll. Idées). Avons-nous tellement progressé depuis ?

Guy PERRIN

(1) La révolution socialiste, fac-similé des douze numéros aux Editions Place - 150 francs.

L'Internationale situationniste aux Editions Champ Libre - 58 francs.

tion à l'intérieur du « mouvement ». Inséparable de son histoire, le marxisme progresse, d'une part, à travers ses propres contradictions — d'où, à l'intérieur du mouvement, « une droite et une gauche, des tendances et des écoles » —, d'autre part, en fonction des conditions historiques et sociales nouvelles d'où surgissent des concepts nouveaux, issus de, et retournant, à la pratique sociale.

De ce point de vue, Lefebvre, toujours soucieux dans ses recherches de donner à l'époque « son équipement analytique, son outillage pour s'éclaircir, ses instruments intellectuels », a rempli son contrat. La vie quotidienne, la « société bureaucratique de consommation dirigée ». l'espace et sa production, le problème de la reproduction des rapports de production : autant de thèmes et de concepts qui, développés dans ses ouvrages, ont accompagné et souvent même précédé le surgissement dans la pratique sociale des fronts de lutte dits « secondaires » (cadre de vie, urbanisme et transports, consommation, femmes, minorités nationales).

Ecrivain politique « indépendant », Lefebvre se réclame volontiers du mouvement autogestionnaire, avec toutes ses ambiguïtés : s'il affiche sa sympathie pour le PSU, il avoue son indécision face au PS (« un espace vide à remplir », mais il n'en est pas sûr). A la fois « périphérique » de par sa situation de classe, et « mondialisant » de par son travail de spécialiste des concepts et de l'universel, l'intellectuel échappe difficilement à son destin.

D'où ce double mouvement de fascination et de refus des hérésies, des utopies, des marges. Un refus qui vient de loin, et qui traduit la nostalgie d'un lien plus « organique » avec le mouvement ouvrier. Lefebvre se souvient alors de son « humble vie militante » de secrétaire de rayon à Privas où, dans les années 1920, il découvrait la classe ouvrière ardéchoise et la fraternité de la vie militante. « Je n'ai, dit-il, depuis lors, jamais éprouvé quoi que ce soit de comparable. C'était une profusion de la pensée inséparable de la vie ». Militant, intellectuel, révolutionnaire : tout un « style de vie », en effet. ■

### Les années de démolition

## François Châtelet

Roman/Editions Hallier

Une cure de désintoxication, puis un accident de la route : frôlé par la mort, F. Châtelet, responsable du département de philosophie de l'Université de Vincennes, ressent le besoin de faire le point. Un roman fera l'affaire : **Les années de démolition** (Ed. Hallier) se présentent sous la forme d'un **bildungsroman**, d'un roman d'éducation à la fois politique et sexuel qui nous conte, non sans humour, les années d'apprentissage d'un intellectuel qui, dans des moments de férocité, n'hésite pas à se qualifier lui-même de « **toutou de la culture, féru de politique, mais dégoûté de toute activité militante** »

Les souvenirs des usines occupées de juin 36, ceux de la débâcle et de l'exode préludent à une description sarcastique de la Mauberte (la Sorbonne) sous l'occupation. La vocation philosophique n'empêche pas la découverte du marxisme, sous sa forme trotskyste ou orthodoxe.

## Henri Lefebvre ou le désir d'être utile

Henri  
Lefebvre

### Le temps des méprises

Stock

A un moment où, face aux marxismes dogmatiques de toutes espèces, tend à se constituer et à se répandre dans le sillage des dernières productions de Glucksmann et de Castoriadis un antimarxisme qui l'est tout autant, Henri Lefebvre nous restitue dans une série d'entretiens (**Le**

temps des méprises, ed Stock), l'itinéraire d'un militant et d'un intellectuel marxiste, de l'époque du surréalisme à celle du situationnisme, du PCF des années 1920 à l'après-mai 1968, en passant par la tentative de construction d'une opposition antistalinienne au sein du PCF. Ce faisant, émergent peu à peu les matériaux constitutifs d'un marxisme vivant, ouvert, et qui sache répondre aux problèmes de notre temps.

La « méprise », ce fut celle du stalinisme, qui reste « le nœud, l'énigme et le secret de notre époque ». La question centrale, aujourd'hui (Paris-Prague en 1968) comme hier (la Commune), est celle de l'Etat et de son dépérissement. Contre tous les dogmatismes, qui font du marxisme un système, contre toutes les interprétations scientistes et positivistes, Lefebvre, fidèle aux convictions de sa jeunesse, persiste à penser que le marxisme n'est rien (et n'est en tout cas pas libérateur) s'il n'est pas à la fois théorie de l'aliénation — et donc, entre autres, de l'aliénation politique — et critique radicale de l'Etat, en vue de son dépérissement. Telle est du moins sa posi-

## P.S.U. - D

Vient de paraître

N° 98 / 99 LE SYNDICALISME A L'ECOLE

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse

N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes

N° 26 Rosa Luxembourg

N° 27 - 28 La crise du système monétaire international

N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université

N° 51 Le recrutement

N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école

N° 56 - 57 Sionisme et libération



# et la révolution

## hâtelet heurs ophe

## L'autocritique de Régis Debray ?

Après le maelström intellectuel de la Libération, c'est le séjour à la colonie, la découverte des féodalités coloniales et du nationalisme arabe naissant, les premières désillusions politiques enfin de jeunes « compagnons de route » du communisme. Puis à Paris, en 1956, l'adhésion au PCF, le militantisme artificiel d'une cellule d'intellectuels, le flirt avec l'opposition antistalinienne, l'hébergement de responsables du FLN algérien et, deux ans après, la rupture...

« La naissance du PSU suscita un grand espoir. J'étais entré au PCF en opposant, j'adhérai à la nouvelle formation en curieux. Je voyais dans le PSU quelque chose qui, au mieux, serait un laboratoire. Mais déjà je n'y croyais plus, en ce projet d'un parti de type nouveau. Je refusais toute responsabilité. »

« Ils » avaient déjà démolé Guillaume. Qui « ils » ? Les « brutes », les « outrecuidants », les « dépositaire de la Vérité », nous dit Châtelet : les dogmatiques de toute espèce... « On a domestiqué ce que j'aime (l'amour, la politique). Voilà bien la source de mon insatisfaction. ».

Une insatisfaction qui prendra la forme d'une liaison passionnelle avec l'alcool. Comblé par l'amour, mais démolé par la politique, Guillaume s'y abandonne sans réserve. L'alcool, ce sera son Katmandou à lui. A sa sortie de l'hôpital, Guillaume se demande : suis-je le même, ou un autre ? En dépit des apparences, il est bien toujours le même : l'intellectuel, même progressiste, n'échappe pas à son destin de témoin critique de la décadence. Sympathique, Guillaume a manqué son rendez-vous avec le militantisme. Est-ce la faute des seuls « outrecuidants » ?

### RÉGIS DEBRAY LES RENDEZ-VOUS MANQUÉS (POUR PIERRE GOLDMAN)

combats  
SEUIL

Dans un livre qui devait primitivement, s'il ne s'était enflé, servir de préface aux **Souvenirs obscurs d'un juif polonais** de Pierre Goldman (voit TS N° 677), Régis Debray tente de dresser le tableau, et les illusions, de cette génération d'étudiants et d'intellectuels qui découvrirent la politique et la révolution à l'UEC, au début des années 1960. A l'occasion de cette autobiographie collective, **Les rendez-vous manqués** (ed Seuil, coll Combats), Debray fait son bilan et en profite pour régler ses comptes avec le gauchisme et l'Amérique latine d'une part, le réformisme et F Mitterrand de l'autre.

Sur l'échec », la « bévue », la méprise que constitua son ralliement à F. Mitterrand (« les distractions du réformisme — quatre pas dans les nuages — n'ont qu'un temps »), Régis Debray « décidé à vider son sac et ses tiroirs » nous promet de plus amples explications. Nous les attendons avec impatience.

### le gauchisme...

La mode du tiers-mondisme de Sartre et de Fanon, puis les batail-

les homériques pour la direction de l'UEC entre « italiens », « trotskystes » et « chinois », telles sont, pour un jeune intellectuel en formation au début des années 1960, les étapes de l'initiation politique. « **Erudits de la Révolution, Jean Valtin de bibliothèque, bardés de citation et sevrés de combats** », « **saltimbanques du concept** », vierges de toute pratique et de toute expérience de la lutte des classes et de la réalité du mouvement ouvrier, tels sont les gauchistes d'alors. C'est l'ère du simulacre, de la représentation, des fantasmes ; le temps de la métaphore, des signes et de l'abstraction ; le règne de la politique vécue comme spectacle, la suprématie de « **Discours de la Majuscule** ». Avec le recul du temps, Debray n'y voit que « **pitreseries et guignol** ». Il n'a pas tout à fait tort.

A quelques retouches près, d'ailleurs, le portrait n'est pas si démodé qu'il n'en a l'air. Le gauchisme est fils de son temps. Et Debray rejoint ici le Baudrillard du **Système des objets** : « **L'exigence révolutionnaire est vivante, mais faute de s'actualiser dans la pratique, elle se consomme dans l'idée de la révolution, idée éternelle, éternellement consommable au même titre que n'importe quelle autre idée. La révolution se signifie alors dans une terminologie combinatoire, dans un lexique de termes immédiats, où elle est donnée comme accomplie, où elle « se consomme ».**

Debray et Goldman, à la fois complices et rebelles, partent pour l'Amérique latine. Consommer de la révolution ne leur suffit pas. La révolution, ils veulent la faire. Et du même coup, échapper aux pratiques masturbatoires en « **faisant des enfants à la théorie** ». Tel est l'un des mérites de ce livre : nous rappeler que la révolution n'est pas un jeu, qu'elle ne saurait se réduire à une simple prise de parole (ce que fut, à maints égards, mai 68) et qu'à ne pas vouloir se poser, ou à être incapable de pouvoir résoudre, les questions du pouvoir d'Etat et de sa prise, elle risque bien de n'être que fantôme pour intellectuels déclassés. Bref, « **l'histoire est tragique, et il faut la prendre au sérieux** ». Le crédo du militant le sépare à jamais et du gauchiste, et du politicien.

### ... et mai 68

Si la mise en scène du gauchisme et de nos modes intellectuelles porte, celle de mai 68 convaincra moins. A vouloir réduire l'un à l'autre, à faire de l'accessoire (M. JE Hallier, par exemple) l'essentiel, à vouloir établir une barrière infranchissable en-

tre le mai des étudiants et le mai des ouvriers, on s'expose à ne rien comprendre à l'après-mai, et par exemple, à ce qui se passe aujourd'hui dans la gauche syndicale et politique, à propos de l'armée. Les « **nouveautés** » dérangent le confort parfois subtilement « **rétro** » de Debray, qui se prend alors de nostalgie pour le bon vieux temps, juin 36, la guerre d'Espagne et la Résistance... Mais finis les majuscules, les modèles, les petits pères des peuples, les patries du socialisme, le bon vieux parti léniniste. Mais, Debray le sent bien, c'est cela aussi : la mort des absolus, le temps du relatif et de la morale par provision, le temps des incertitudes qui nous contraignent, sans le renier, à renouveler, à enrichir l'héritage.

### le « centrisme »

Encore sceptique et désabusé, Debray sait pourtant résister à la tentation de théoriser son désespoir et retrouve le goût du combat « **Il n'y a pas de projet individuel ; ces deux mots accolés font une obscénité** ». Debray, un intellectuel ? Certes, mais d'abord un militant. Tout son livre est une apologie du militantisme.

« **Trop instruits de la gravité de l'Histoire et de ce qu'un rêve peut tout à coup peser en années de prison, en amours brisées, en vies déchiquetées, pour prendre encore au sérieux les bateleurs du quartier latin. Trop avertis aussi des pourpres de la violence et de leur inéluctable nécessité, trop convaincus que la Révolution est la seule majuscule qui vaille, pour se résigner aux grisailles politiciennes. Cet entre-deux, c'est l'inconfort à vie. Le jargon l'appelle « centrisme ». Un endroit idéal pour prendre des gifles des deux côtés ».**

Cette force, ce double refus du gauchisme et du réformisme (social-démocrate et stalinien), nous la connaissons bien. C'est la nôtre. Nous savons son inconfort. Nous n'en sommes pas pour autant moroses. Que le militantisme ne soit pas toujours triste, qu'il puisse être joyeux, c'est peut-être aussi ce qu'il y avait de sérieux dans les « **pitreseries de mai** ». Reste à en persuader Debray.

Dossier réalisé  
par Guy Perrin

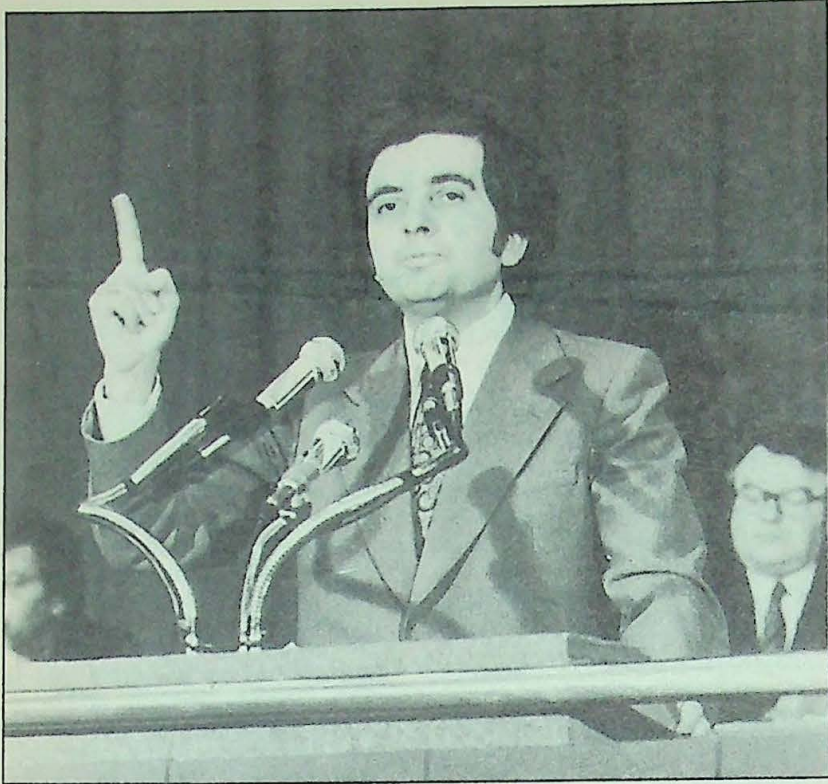
« **Imagine-t-on Marx se considérant comme un « intellectuel communiste » ? Non, il se considérait comme un communiste, ce qui est tout autre chose** ».

P. Naville, 1956

## documentation

N° 78 - 79	Sur la Question agraire	3,00
N° 85	Le PSU analyse le rapport Sudreau	2,00
N° 86 - 87 - 88	Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 89 - 90 - 91	Militer contre le militarisme, fascicule 1	6,00
N° 92 - 93	Une section du PSU à PARIS	4,00
N° 94 - 95	Militer contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 96 - 97	Le Syndicat de la Magistrature	4,00
Abonnement 20 n°		F. 30,00

A adresser à :  
Editions Syros 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris.



En cette fin d'année, l'heure est aux bilans. Jean-Pierre Chevènement, dirigeant du CERES, lui, a pris les devants. Dans un long article publié le 10 décembre dans *Le Monde*, il livre ses réflexions sur l'état des relations entre le PC et le PS. Son diagnostic est plus que pessimiste. « *En apparence, écrit-il, le dialogue semble se résumer au point de savoir, du PC ou du PS, quel est le meilleur ou le mieux placé pour appliquer le Programme commun. Était-il inévitable que la concurrence dégénérât en un concours de méfiance ?* ».

Chacun des deux partenaires, explique-t-il en substance, se rassure dans son conservatisme en utilisant les caractéristiques historiques de l'autre (depuis le congrès de Tours) : opportunisme pour le PS, stalinisme pour le PC. « *La loi n'a hélas pas fini de jouer, qui fait que plus un parti socialiste est social-démocrate, plus il rend sectaire son parti communiste ; plus stalinien est ce dernier, et plus il renforce les sociaux-démocrates chez les socialistes* ».

Comment sortir de cette « *dialectique perverse* » se demande donc, avec un brin d'angoisse, le chef de file de ceux qui, précisément, subissent à leurs dépens ce « *renforcement de la social-démocratie chez les socialistes* ».

Un constat d'abord : « *sans le PS, le PC est impuissant ; sans le PC, le PS est infidèle* ». Une perspective ensuite : l'unité organique à terme du PC et du PS. Un moyen : à partir d'un Programme commun (baptisé pompeusement « *véritable anticipation historique sur la possibilité du socialisme dans un grand pays développé* »), transformer l'union de la gauche en « *alliance tout terrain capable non seulement de vaincre aux élections mais d'impulser la mobilisation populaire* ». Une hypothèse : l'adoption du Programme commun ainsi conçu obligerait les deux partenaires à une « *redéfinition* », laissant de côté les « *images du passé* » et partant du « *projet d'avenir* » qui leur est commun.

Une certitude enfin : « *l'aggravation de la crise réunit peu à peu les éléments d'un nouveau départ* ».

Tout est donc possible dans la meilleure des gauches unies.

Passons rapidement sur le fait que ce projet du CERES s'appuie plus sur l'éventualité d'une transformation du PC que du PS (ce qui explique que l'article de Chevènement soit quasiment rédigé en forme d'exhortation ou d'appel à la raison des dirigeants du PCF) ; sur l'absence de référence aux liens internationaux du PS et du PC qui les empêchent organiquement de se définir strictement par rapport à un projet national commun ; sur l'« *oubli* » (mais en est-ce un ?) qu'à côté des grandes organisations réformistes, se développe un courant révolutionnaire de masse bien plus large que ce que peuvent représenter conjoncturellement les organisations d'extrême gauche.

Passons aussi sur le fait que, dans l'histoire du PS, il a déjà existé un courant prônant l'unité organique sur des bases similaires ; courant dont une bonne partie (Zyromski, son leader, en tête) après avoir été « *crypto* » s'est retrouvé au PC, désespéré par les « *pesanteurs* » de la SFIO ; c'est à une telle mésaventure que s'expose le CERES et les récentes adhésions au PCF de plusieurs

## Mangez le pudding...

cadres de cette tendance en sont un indice sûr.

Attardons-nous un peu par contre, puisque « *la preuve du pudding c'est qu'on le mange* », sur la viabilité d'une telle analyse à la lumière des récents événements sur l'armée. La répression du pouvoir contre le mouvement des soldats et le mouvement ouvrier a été et reste l'occasion d'une mise à l'épreuve des hypothèses du CERES.

Sur le fond, PC et PS ne sont pas en désaccord avec l'idée du droit d'association dans les casernes. Cette revendication est même présente explicitement dans le sacro-saint « *Programme commun* ». De plus, cette « *affaire* » pouvait donner à la gauche l'occasion d'introduire un large débat national sur la politique du pouvoir, sur ses contradictions, sur ses divisions. Un minimum de politique offensive (non contradictoire à ce niveau avec leur stratégie) aurait pu permettre au PC et au PS de s'affirmer nationalement comme force de rechange.

C'est tout le contraire qui s'est passé. C'est le mouvement de masse, la mobilisation qui leur a fait peur. C'est le spectre du mai 68 qui est venu hanter les locaux de la place du Colonel Fabien et de la place du Palais Bourbon. « *Pas de nouveau Charlety* » s'est écrié Mitterrand tandis que le PC s'évertue à im-

muniser « *les travailleurs* » des « *gauchistes* ». Que devient donc cette « *alliance tout terrain* » ?

En réalité cette pusillanimité se retournera contre eux, comme en juin 68. Car, pour le pouvoir, l'opération répression est un test : il frappe d'abord aux « *marges* » pour évaluer la réponse du « *centre* » ; comme vient de le déclarer Chirac à *France-Soir*, fort de cette première victoire arrachée sans combat, il réserve à la gauche « *une nouvelle surprise* »...

Ceux qui, comme le PC et la CGT, se répandent en ce moment dans les usines en criant « *armée diversion, défense de nos revendications* » font donc un double mauvais calcul : ils laissent la provocation du pouvoir se développer et ils renforcent la tendance au corporatisme dans la classe ouvrière. Mais l'essentiel n'est-il pas pour eux de rappeler leur attachement aux « *normes* » et au « *consensus* » institutionnels issus de la Libération ?

Quant au PS, comment ne pas voir son rapport avec le rôle dévolu par l'impérialisme à la social-démocratie européenne, particulièrement en matière de défense ?

C'est ainsi que le pouvoir prépare un juin 68 à froid et que la gauche l'y aide.

Comment, dès lors, parler des relations PC/PS comme le fait Chevènement en s'élevant très haut au-dessus de la réalité pesante des comportements politiques concrets.

La démonstration, une fois de plus, a été faite. La lutte de classe ne se déroule pas entre pouvoir d'un côté, PC-PS de l'autre ; il y a une place en France pour une grande force révolutionnaire anticapitaliste. Cette force s'est exprimée dans les récentes mobilisations.

Et la bataille que mène le PSU pour l'unité d'action est aussi une manière de la faire émerger.

Maurice NAJMAN ■

### A LA BNP

Dès l'arrestation des militants et soldats, le PSU-BNP a pris l'initiative de l'envoi d'une lettre à toutes les organisations politiques de la banque. Fort des diverses motions et pétitions publiées par les sections CFDT et CGT, nous voulons créer un front large des organisations contre la répression.

Les réactions ont été très significatives.

Le PC a longuement discuté de notre proposition. Une section a été nettement favorable, les autres ont dû discuter pendant des heures avant de prendre position, à l'image de leur direction nationale. Le PS, lui, répondait le lendemain. Mais les camarades du CERES dirigeants, le GSE-BNP, plus « *royalistes que le roi* », ont fait dépendre leur réponse de celle du PC.

Les autres organisations se sont mises d'accord pour former avec nous un collectif BNP pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Un collectif large pour l'action, et non pas pour un débat idéologique ouvert aux camarades du PS et du PC nombreux à s'y être intéressés..

# Revalorisation du travail manuel : Diversion et division

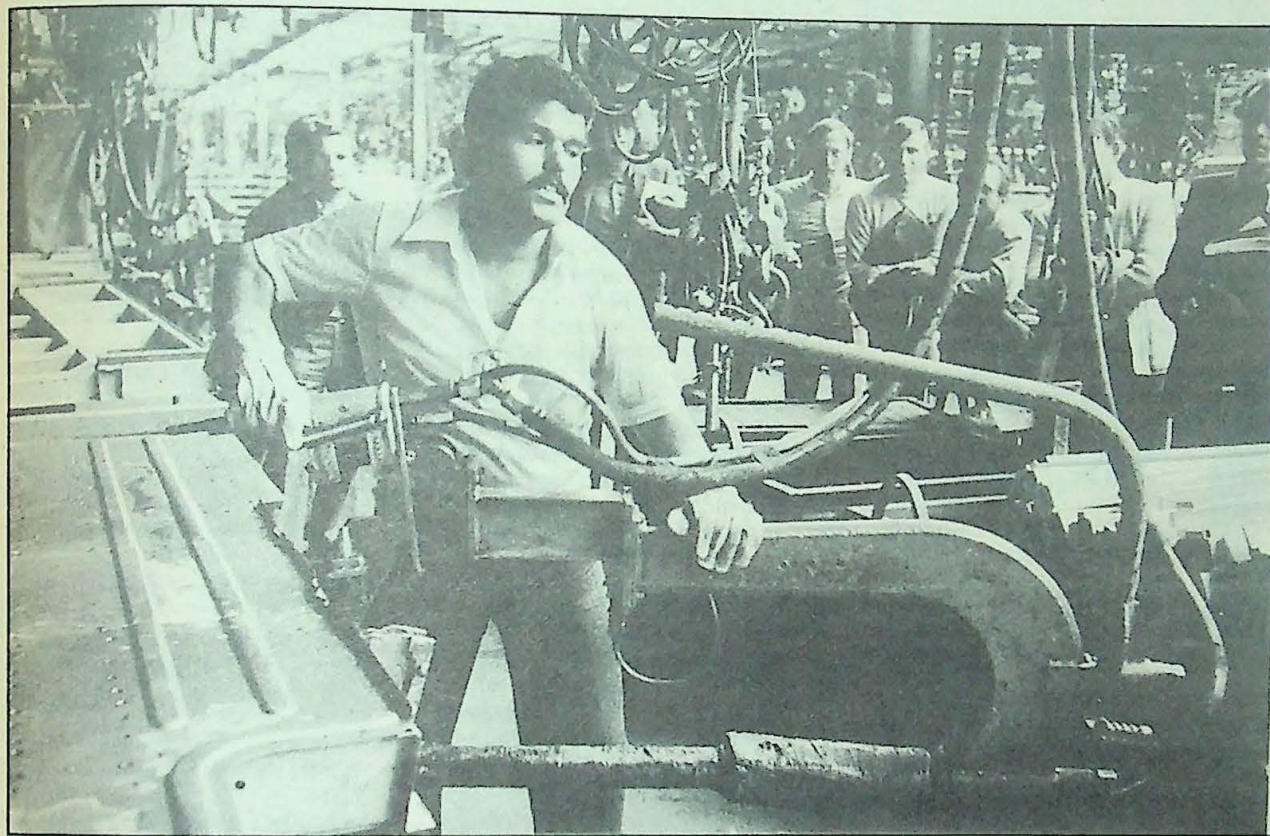
Le gouvernement a fait connaître, il y a une dizaine de jours, le « premier train de mesures » prises en faveur des travailleurs manuels, accompagné d'un grand battage publicitaire.

Bien qu'il ne s'agisse que d'un saupoudrage où la velléité semble prendre le pas sur la volonté, il faut

Aucune des décisions — plutôt des propositions — arrêtées par l'équipe Stoleru-Durafour n'est à priori préjudiciable aux travailleurs (il y en a une bonne quinzaine et la place manque pour les traiter ici). Cependant, elles posent toutes la question : qui paiera ? Si l'on excepte en effet les actions dans le secteur public et celles de l'Agence

la possibilité d'en jouer. A eux de s'en emparer pour les résoudre.

Pour la CGT, les propositions gouvernementales et patronales ne peuvent être suivies d'aucun effet, aussi longtemps que les représentants politiques des travailleurs ne gouverneront pas. Il ne s'agit donc que de « poudre aux yeux ».



cependant se montrer attentif à cette tentative du gouvernement de pénétrer sur un terrain où se sont livrées, depuis 1968 notamment, de grandes batailles d'un type nouveau, celles des ouvriers spécialisés (hommes-femmes ; immigrés-français ; jeunes-ainés etc.)

Cette stratégie est conforme à la vision de Giscard : désamorcer, en récupérant pour partie si possible tout ce qui bouge depuis cette période, tant au niveau des rapports sociaux que de production. Pour les aspects traditionnels de la lutte, Giscard s'en remet au cadre établi du parlementarisme social.

Un homme du président supervise l'affaire : Lionel Stoleru, conseiller, éminence grise, « idéologue » bavard et suffisant de la soi-disant « croissance modérée favorisant la qualité de la vie » et qui semble tant impressionner les « économistes » de la gauche, d'Herzog à Attali, en passant par Rocard. Stoleru découvre en ce moment l'univers du travail : on le filme à l'usine, on le filme sur les chantiers de construction. On saisit précieusement les propos pontifiants qu'il distille en homéopathe faussement avisé. Bref du grand cinéma.

pour l'amélioration des conditions de travail dont le budget est sensiblement relevé, l'ensemble reste néanmoins soumis à la bonne volonté d'un patronat qui, sur la plupart des points, a déjà dit « non ».

A moins que ce même patronat, appuyé par des projets de loi compliqués qui seront adoptés au printemps prochain, n'en profite pour pousser plus avant une restructuration de crise en faisant payer à l'ensemble des travailleurs — manuels ou non — les aménagements proposés (compensation des heures supplémentaires, limitation du temps de travail en équipes etc.)

## aviver les contradictions

En isolant ainsi les secteurs de travail les uns des autres, par des promesses et surtout par une publicité démagogique, gouvernement et patronat espèrent morceler les revendications et aviver les contradictions secondaires, par exemple celles entre les ouvriers spécialisés et les ouvriers professionnels, entre l'industrie et le tertiaire automatisés. Ces contradictions, les travailleurs n'ont pas intérêt à laisser à la bourgeoisie et son pouvoir politique

Pour la CFDT, qui a dénoncé l'entreprise de division entre manuels et les autres, deux constatations doivent favoriser ce travail : « le vieillissement accéléré des fonctions physiques et nerveuses dû à un travail de plus en plus parcellisé et spécialisé ; le fait que les manuels retirent moins de gain que les autres de leur travail, malgré la fréquence des changements d'emplois auxquels ils doivent se soumettre ». Selon elle, les axes de lutte ne manquent pas à ce propos : « SMIC obligatoire à 1 700 F pour toutes les branches ; réduction de la durée légale et maximale du travail ; augmentation du taux des heures supplémentaires et récupération obligatoire (sans atteinte aux salaires) ; limitation du travail posté etc.

Un dernier mot : rien n'a été dit du relèvement des rémunérations des ouvriers manuels. C'est un groupe dit des « sages » (de quelle sagesse s'agit-il ?) qui prépare un nième rapport pour le gouvernement. Là, en effet, il est question de gros sous et le patronat n'est pas prêt à laisser quelque « irresponsable » de l'Elysée disserter à l'infini...

Michel CAMOUIS

## Paysans

# A bientôt la colère verte ?

Les petits paysans de France, et d'Europe en général, devront croire, cette année encore, au Père Noël s'ils veulent passer d'agréables fêtes de fin d'année...

## Les commissaires européens...

En effet, les propositions de prix agricoles pour 1976-1977 que la Commission européenne a rendu publiques ces derniers jours sont loin d'être encourageantes. Une augmentation moyenne de 7,5 % en monnaie européenne, de 6,1 % en francs français a été retenue.

Ce chiffre est assez éloigné des 10,6 % réclamés par les organisations agricoles européennes (COPA). Et quand on se rappelle que les organisations françaises avaient fait savoir à M. Bonnet qu'en aucun cas il ne fallait descendre au-dessous de 10 % de hausse, on mesure les effets de ces propositions sur les professionnels. « C'est ridicule » disent les jeunes agriculteurs ; « dérisoire » proteste le MODEF, « nettement insuffisant » juge la CNMCCA ; « c'est de la provocation et du mépris pour les éleveurs » a commenté Marcel Deneux, président des producteurs de lait, tandis que Michel Debatisse annonce : « il ne fait aucun doute que nous réagirons très vivement ».

## ... ont mécontenté tout le monde

Comment les commissaires européens sont-ils arrivés à mécontenter tout le monde ? Ils semblent avoir été animés par deux préoccupations principales. D'une part, revenir à l'unicité du marché. D'autre part, décourager pour certaines productions la tendance aux excédents. Ce qui se traduit pour le lait par une très faible hausse, pratiquement nulle pour la France.

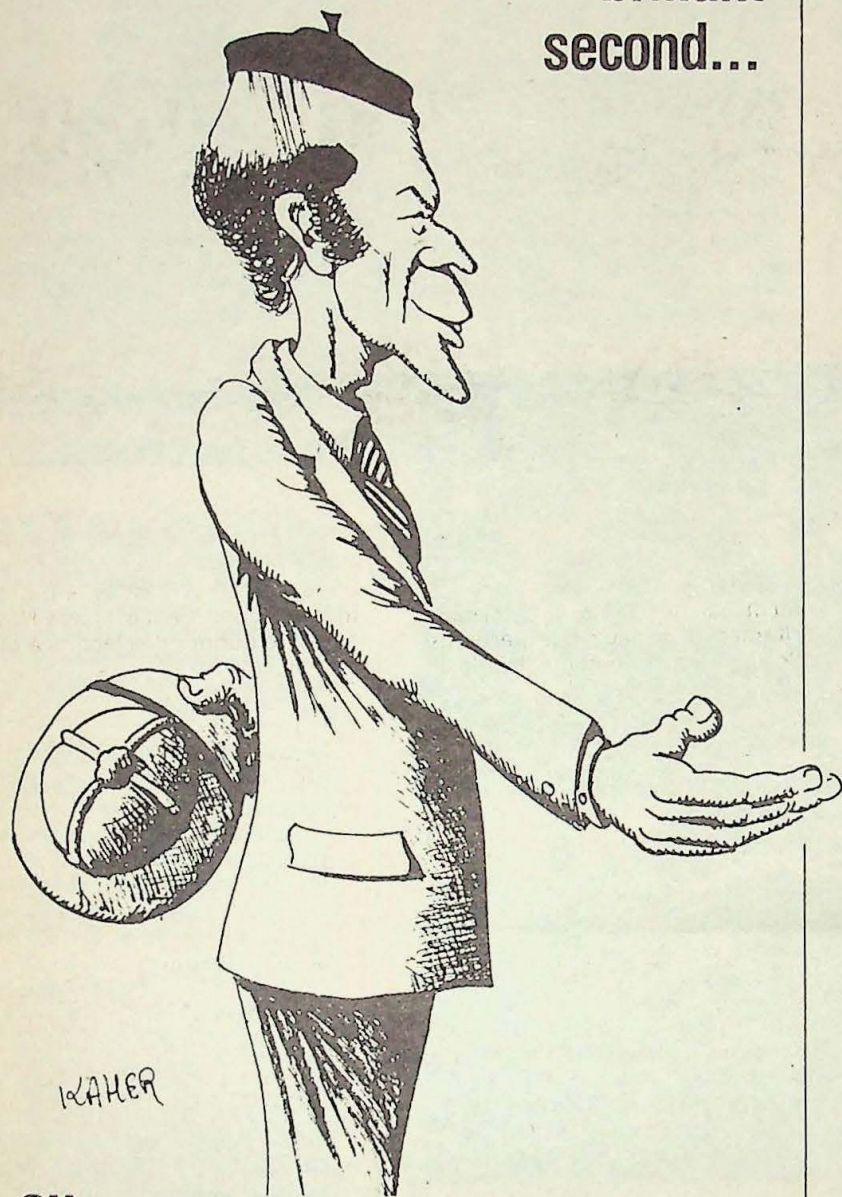
Il faudra attendre février prochain pour que le Conseil des ministres des Neuf donne une issue à ces propositions. D'ici là, il est à craindre que les prises de position, les discussions autour de cette première approche des futurs prix se multiplient sans aboutir pour autant à des résultats positifs.

Sans nul doute, la colère verte risque de mûrir fortement tout au long de cet hiver 1976...

M.D.

# Conférence Nord-Sud

Le  
brillant  
second...



ou  
quand  
l'impérialisme français  
ne perd pas le nord...

## critique socialiste n° 23

- La crise : Quelle origine, quel aboutissement ? Michel Etienne
- La crise actuelle du capitalisme, sa dimension économique, ses causes, son développement, Bernard Billaudot.
- La gauche italienne, Vittoria Foa.
- Les pays du Comecon et « la crise ».
- Débat entre Pierre Naville, Victor Fay, Paul Galard, animé par François Dalbert.
- Les formes du colonialisme français. Victor Fay.

CS, le numéro 12 F — Abonnement 5 numéros 50 F.

A adresser à : Ed. SYROS, 9 rue Borromée 75015 PARIS CCP 19.706.28.

TIMOR :

## l'impérialisme en action

Le 7 décembre, les troupes indonésiennes débarquaient à Dili, capitale de la république populaire de Timor, avec la bénédiction de Ford et de Kissinger de passage à Djakarta la veille. L'armée indonésienne, à sa triste manière, a procédé à l'occupation du pays et tente la destruction de toute résistance et a empêché le démarrage d'une guérilla dont le FRETILIN avait préparé les bases depuis de nombreux mois dans la crainte qu'il était de l'invasion indonésienne. Celle-ci est l'aboutissant des menées impérialistes à Timor Est, aussi bien de l'Indonésie, des Etats-Unis, de l'Australie que des compagnies multinationales (notamment la BP Australie), avec la complicité des autorités portugaises locales. La première attaque sérieuse fut le coup tenté le 10 août 1975 par l'Union Démocratique de Timor (UDT), manigancé par la CIA, la Joint Intelligence Organisation Australienne et la BAKAN indonésienne et bénéficiant de l'aide du chef de la police portugaise et de la complicité active du gouverneur spinoliste Lemos Pires ; le FRETILIN reprenait le contrôle de Timor Est rapidement (avec l'aide des troupes timoraises) et repoussait l'UDT aux frontières du Timor indonésien. Depuis, l'Indonésie ne s'est plus contentée d'armer et d'entraîner l'UDT et l'APODETI (Association pour la démocratie populaire à Timor, mouvement fantomatique partisan du rattachement à l'Indonésie), mais a fait intervenir ses troupes régulières aux frontières et a organisé un blocus naval pour le ravitaillement de Timor Est. La proclamation unilatérale, le 28 novembre 1975, de la république populaire de Timor par le FRETILIN, constituée à l'exemple du PAIGC et du FRELIMO, précipita les choses. Elle dressait le constat d'échec de la politique de coalition voulue par les autorités portugaises (comme en Angola) ainsi que de l'accord de Rome entre le Portugal et l'Indonésie ; elle consacrait la victoire du FRETILIN et ouvrait une nouvelle brèche dans le dispositif impérialiste en Asie du Sud-Est. La représentativité du FRETILIN est indéniable : un mois après sa constitution le 12 septembre 1974, il comptait 80 000 membres ;

son travail politique et son programme (indépendance) organisation d'élections pour tous les timorais de plus de 15 ans, politique d'alphabétisation de masse en langue Tetum formation de cartes populaires de soins, coopératives agricoles) ont fait que, par exemple, lors des élections de chefs de villages organisées par les autorités portugaises en juin 1975, le FRETILIN a remporté 90 % des sièges. En regard, l'UDT, regroupant l'essentiel de l'élite timoraise, et l'APODETI ne pouvaient plus prétendre à la représentativité. De plus, l'Indonésie de Suharto, position clé du nouveau dispositif impérialiste dans la région, ne pouvait admettre sur son flanc une république populaire, et ce malgré les garanties que le FRETILIN (comité central du 16 septembre 1975) était prêt à donner : conférence avec l'Australie, l'Indonésie et le Portugal ; commission paritaire avec l'Indonésie pour régler les problèmes frontaliers ; intégration de Timor Est dans l'association des Etats du Sud-Est Asiatique (ASEAN). D'autres facteurs motivent également l'intervention brutale de l'Indonésie. A l'heure actuelle, les deux commandos sud-moluquois aux Pays-Bas rappellent de façon violente qu'il existe des revendications régionalistes ou d'indépendance au sein de l'archipel indonésien. D'autre part, l'intérêt de Timor Est tient dans ses richesses récemment explorées. Ce petit pays de 650 000 habitants avec une mortalité néo-natale de 50 % et un taux d'alphabétisation de 90 %, recèle pétrole, gaz naturel, ressources minières (dont de l'or) et des potentialités agricoles (surtout café et élevage) ; on conçoit la convoitise des firmes multinationales et de l'Indonésie. L'impérialisme américain, aux lendemains de la visite de Ford à Pékin, vient de démontrer qu'il poursuit sa politique de force. Les protestations diplomatiques, y compris la rupture des relations diplomatiques décidée par le Portugal (le 6<sup>e</sup> gouvernement avait refusé de reconnaître la république populaire proclamée par le FRETILIN), s'avèrent bien insuffisantes.

C. LOUZOUN.



Les récents développements de la situation au Sahara occidental ont remis ce pays au premier rang de l'actualité : l'accord de Madrid, passé sur le dos du peuple sahraoui par le Maroc, la Mauritanie et le colonisateur espagnol, a entraîné l'invasion du pays par l'armée marocaine. Face à cette agression, les combats de résistance menés par le Front Polisario se sont intensifiés, parallèlement aux massacres de civils perpétrés par les soldats de Hassan II. En Algérie, la mobilisation populaire de soutien au peuple sahraoui a provoqué les plus importantes manifestations de masse anti-impérialistes que ce pays ait connues depuis des années ; le gouvernement et la presse algérienne ont très nettement durci le ton contre la collusion Rabat-Madrid, favorisée par Kissinger et Giscard d'Estaing.

La tension qui règne depuis de nombreux mois à propos du Sahara occidental peut sembler à beaucoup quelque peu ridicule : une vaste étendue de sable (272 000 Km<sup>2</sup>, la moitié de la France), occupée par une puissance européenne (l'Espagne), disputée par deux des trois pays limitrophes (le Maroc et la Mauritanie) qui parviennent cependant à s'entendre avec le colonisateur sur le dos du troisième (l'Algérie), lequel pourtant affirme bien haut n'avoir aucune revendication...

Pour d'autres, il s'agit simplement d'un banal conflit d'intérêts pour s'approprier une région qui est le quatrième producteur mondial de phosphate avec une production annuelle de 6 millions de tonnes.

Le problème du Sahara occidental est en réalité beaucoup plus complexe.

Le Sahara occidental, colonisé au XIX<sup>e</sup> siècle par l'Espagne vient d'être l'objet d'une consultation de la Cour internationale de Justice de la Haye, saisie à la demande du Maroc. L'arrêt de la Cour fait la part égale aux prétentions du Maroc et de la Mauritanie (tout en ôtant au colonialisme espagnol toute justification légale) : il existait, avant l'occupation, « **des liens juridiques d'allégeance entre le Sultan du Maroc et certaines des tribus vivant sur le territoire du Sahara occidental** »... ce qui ne signifie pas que le Maroc ait des droits de souveraineté sur le pays. Par ailleurs, « **certaines droits relatifs à la terre** » sont reconnus à la Mauritanie — ce qui n'autorise pas non plus cette dernière à revendiquer le territoire.

En tout état de cause, la Cour a bien précisé, dans ses conclusions, qu'il n'y avait aucunement matière à modifier la résolution (n° 1514) de l'assemblée générale de l'ONU relative au droit à l'autodétermination des peuples sous domination coloniale.

Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Hassan II n'a retenu que les liens d'allégeance entre ses ancêtres et « **certaines des tribus** » sahraouies, pour l'opération dite de la « marche verte ».

Sans doute inquiète de l'expansionnisme marocain, la Mauritanie semble s'être mise d'accord avec son rival sur le partage du territoire.

Dans toutes ces tractations, on fait fort peu de cas de la population concernée : le nombre restreint d'habitants (un peu moins de 80 000) ne change rien au principe.

La mission de l'ONU au Sahara occidental a pu constater la popularité dont semble jouir le F. Polisario (Front populaire pour la libération de Saguia-el-Hamra et du Rio-de-Oro) créé en mai 1973, et qui réclame l'indépendance. Seule, l'expression libre de la population sahraouie permettrait de confirmer cette popularité, ou de l'infirmer si cette population réclamait son rattachement au Maroc ou à la Mauritanie.

C'est cette consultation que réclame l'Algérie, en expliquant qu'elle ne peut rester indifférente à ce qui se passe à ses frontières, et en fondant sa position sur les résolutions de l'ONU, de la conférence des pays non-alignés de Georgetown et du sommet de l'OUA (Organisation de l'unité

africaine) de Rabat en 1972, qui vont toutes dans le même sens. Le FLN algérien a proposé au début de la crise une consultation au niveau des partis, au PPM mauritanien et à deux des partis de l'opposition marocaine (Istiqlal et UNFP), consultation qui ne put avoir lieu à cause du refus des interlocuteurs pressentis.

Cela étant dit, on ne peut enterrer les critiques adressées à l'Algérie par le Maroc. Les Marocains rappellent à juste titre que, quand le colonisateur français voulut détacher le Sahara du reste de l'Algérie pour les consultations sur l'indépendance, le GPRA et le FLN ont rejeté cette prétention. Or, les Marocains affirment que le Sahara occidental est pour eux ce que le Sahara central est pour l'Algérie, partie intégrante de l'entité nationale. Par ailleurs, Rabat accuse Alger de souhaiter un Sahara indépendant en théorie, satellite en fait, qui accorderait à l'Algérie un couloir vers l'Atlantique pour son minerai de fer de Tindouf.

Ces critiques auraient réellement plus de valeur si ce n'était pas un régime féodal et rétrograde qui les adressait à l'Algérie. On pourrait remarquer qu'en 1962 aucun embryon de mouvement sécessionniste n'était vraiment apparu dans le Sahara algérien. S'il est exact que le Polisario est largement appuyé par Alger, il s'agit là d'une pratique constante du FLN à l'égard des mouvements de libération. D'autre part l'Algérie dément formellement toute prétention atlantique — d'autant que le minerai de fer de Tindouf

est destiné à être transformé en Algérie même, utilisé par l'industrie algérienne en plein essor qui en a bien besoin. Mais enfin, de toutes façons, ce n'est pas à Hassan II de donner des leçons à qui que ce soit.

Aujourd'hui, au Maroc, nous craignons trop de voir Hassan II profiter de l'union sacrée ainsi réalisée qui permet d'étouffer momentanément les revendications des classes exploitées détournées contre l'Algérie qui, n'en déplaise à certains, reste un appui fondamental pour le Tiers-monde révolutionnaire. Nous voyons également que les pays les moins réactionnaires de la Ligue des Etats arabes, ainsi que les pays arabes progressistes (Algérie, Somalie, Yémen démocratique) et certains mouvements tel le Front populaire de libération d'Oman, appuient le Polisario, alors que toute la réaction arabe se trouve logiquement derrière Hassan. Enfin, sachant le rôle que ce dernier joue comme défenseur des intérêts de l'impérialisme US dans la région, on ne peut pas ne pas analyser la stratégie des USA qui vise à l'évidence, à un an du prochain sommet des pays non-alignés prévu au Sri-Lanka (Ceylan), à affaiblir, à travers l'Algérie qui en assure la présidence, le mouvement des non-alignés en le divisant.

Tout ce qui renforce le régime marocain — et donc l'impérialisme US — et tout ce qui étouffe la voix de la population du Sahara occidental, doit être dénoncé et combattu.

Jean MENDELSON ■

### comité de soutien français au peuple sahraoui

Les armées marocaines et mauritaniennes combinent leur plan d'invasion du Sahara occidental. Elles multiplient les exécutions et la persécution des populations civiles sahraouies, dans l'indifférence quasi générale et avec la complicité de Washington, Madrid et Paris.

Nous lançons un appel à tous les Français qu'indigne ce nouveau génocide.

A découper et à retourner à : Information 2.000  
32, rue Le Peletier, 75009 PARIS

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Je me déclare solidaire de la résistance du peuple sahraoui. Ci-joint un versement de F ..... (libellez votre chèque à l'ordre du Fond de Solidarité au Peuple Sahraoui).



## DU QUOTIDIEN AU POLITIQUE : « Quand les femmes se disent »

Deux femmes se rencontrent. 39 ans toutes deux. L'une, Malka Weksler, a derrière elle un passé de militante politique ; l'autre, Evelyne Guedj, le mariage, deux enfants, puis l'accident, son mari meurt. Elle travaille comme secrétaire dans un laboratoire d'Université, auprès d'intellectuels célèbres. Elles décident d'entreprendre ensemble un travail universitaire. Puisqu'elles sont engagées dans des études sur les Etats-Unis, qu'elles veulent participer aux luttes des femmes, et qu'elles désirent analyser tout particulièrement les rapports entre le féminisme et la politique, le sujet du travail sera : « Un parti révolutionnaire américain et la question des femmes, The Socialist Workers Party (SWP) ».

Il aurait pu naître de ce projet un « mémoire de maîtrise » comme des milliers d'autres, qui dorment sagement dans les bureaux des professeurs. C'est ici qu'intervient une vision à la fois féminine (non engagée dans les genres fixés par le savoir universitaire masculin) et militante (non « détachée » comme tout « bon » travail théorique...). Malka et Evelyne interviewent des femmes américaines. Ces contacts leur paraissent trop riches, trop divers, pour être réduits. Naît alors le livre.

L'objectif : donner la parole aux femmes. « Les femmes n'en sont pas encore à l'écriture. Elles viennent tout juste de prendre la parole. Les hommes, eux, parlent et écrivent depuis toujours. Ils écrivent trop et n'importe quoi... Les femmes, elles, se sont mises à parler. C'est déjà cette parole — la nôtre, la leur — que nous rapportons ici, brute, intime, subversive... mais respectée ».

Mais qu'on ne s'y trompe pas. « Brute, intime, subversive », la parole rapportée ici n'est ni primaire, ni intimiste, ni négative. Bref, tout cela ne vient pas au hasard. Les choix sont guidés par la recherche du plus grand nombre de « figures » possibles, pour donner l'idée de la diversité et de l'état du mouvement des femmes à l'heure actuelle.

Tout au long se devine la recherche qui guide Malka et Evelyne. « Que ce travail puisse s'intégrer dans une lutte, le mouvement des femmes ».

### Féminisme et politique

Cette recherche paraît d'abord dominée par un thème : quelle place les organisations politiques font-elles aux femmes et aux luttes des femmes ? C'est de là que part M. Weksler. « Je me sentais mal dans les discussions « brillantes ». Au début, j'ai participé aux discussions. Mais on ne faisait appel à moi que pour certains travaux, des tâches pratiques. Je militais, mais je faisais toujours la même chose... Les autres me limitaient. Mes critiques étaient mal reçues. Mes idées pas entendues. Impossible d'imaginer que je ne passerais ma vie qu'à faire ça, collaborer à la lutte des classes en nettoyant le local. Les raisons de ces problèmes dits personnels sont donc pour moi politiques : c'est mon origine sociale, mon expérience de la vie, mon langage, parce que j'étais une femme ».

Pourtant, l'objectif n'est pas de nier la lutte militante des femmes dans les organisations. « Sur le plan pratique, il y a une lutte qui me concerne, et pour laquelle je veux me mobiliser. C'est le combat pour la reconnaissance des militantes, en tant que femmes, et non assimilées aux hommes ».

Il semble bien que cette préoccupation ait trouvé des échos chez les militantes du SWP. A la question : « que penses-tu d'un parti révolutionnaire des femmes ? » Linda Jeuness, l'une des responsables du SWP, répond : « Je suis contre. La révolution est l'affaire de la classe ouvrière, hommes et femmes, et devra donc inclure la lutte féministe... Un parti lutte pour le pouvoir d'Etat, un groupe féministe même révolutionnaire ne se bat pas pour le pouvoir d'Etat... Si les femmes deviennent conscientes de la nécessité d'une révolution, elles doivent à la fois appartenir à un parti révolutionnaire et construire le mouvement de libération des femmes... Il faut se mé-

fier des analyses restrictives ; elles sont fausses. Il n'y a pas de priorité ni de hiérarchie dans les luttes contre l'oppression ».

Malka : « En France aussi, le mouvement prend de l'ampleur. Le MLF suscite des actions, des discussions. Ça bouge ! On a d'abord dit que c'était un mouvement d'intellectuelles, qu'il ne concernait que les petites bourgeoises. » E. Reed : « Voilà le faux prétexte ! Ne rien faire pour, mais culpabiliser les femmes marxistes qui y adhèrent.

Surtout, à travers nombre d'interviews, se dégage l'idée que la mise en commun, dans les groupes de femmes, de certaines formes vécues d'oppression peut déboucher sur une prise de conscience collective, politique. Ainsi Elli raconte : « Moi, j'ai grandi avec un certain modèle de femme devant les yeux. Ma mère, mes tantes, toutes les femmes que je connaissais, c'étaient des domestiques, des martyres. Je crois qu'elles aimaient être exploitées. C'était bien, c'était dans l'ordre des choses. Plus tard, je me suis aperçue que, moi aussi, je tombais dans ce travers — et que je n'étais pas la seule — j'ai vu qu'il ne s'agissait pas là que de mon propre cas... ».

Encore faut-il, pour qu'apparaisse à beaucoup cette nécessité de la prise en charge collective, qu'elle ne soit pas prêchée comme un sermon doctrinal, sorti tout droit des livres des grands ancêtres, ou d'un catéchisme militant. En ce sens aussi, le livre de Malka et d'Evelyne est « exemplaire ». Car elles ont refusé de « gommer », dans le discours des femmes, toutes les références aux problèmes quotidiens qui font que ce livre nous est proche. L'universitaire, le politique diront peut-être qu'on s'y perd un peu. Nous, nous nous y retrouvons.

Tout au long du livre, reviennent des sentiments que nous connaissons bien. Culpabilité à l'égard du temps que l'on prend pour soi, ou joie de se sentir capable d'accéder à l'autonomie. Et, le plus souvent, ce sentiment d'isolement dans la « vie privée ». Le refus, aussi, de se sentir définie par le rôle d'objet sexuel.

### Fouillis que tout cela ?

Non, parce que, lorsque ces femmes nous parlent de leurs perspectives, nous sommes assez prêtes à croire qu'il ne s'agit pas de programmes nés tout briqués du cerveau bien ordonné de quelque faiseur de manifestes. Et les perspectives ne manquent pas ici. Les idées foisonnent : centres d'études féministes à créer ; organisations de ces garderies qui, au lieu d'être seulement des « œuvres sociales », permettent aux femmes de poser plus nettement leur droit à l'emploi et le refus de limiter l'enfant à sa famille ; organisation des femmes employées de maison ; mise sur pied de collectifs de femmes syndiquées, etc.

Après tout, ce livre, il faut que vous le lisiez. Si vous ne l'aimez pas autant que je l'ai aimé, au moins nous donnera-t-il à tous matière à discuter.

H. BOUCHARDEAU ■

## Roubaix

# Elle

Le quartier de l'Alma Gare, au nord de Roubaix, a été construit, comme l'ensemble du vieux Roubaix, il y a une centaine d'années. Les industriels du textile ayant besoin d'une main-d'œuvre nombreuse avaient fait bâtir des maisonnettes autour de leurs usines et, par souci d'économie et d'espace, avaient inventé la « courée ». C'est dans ces courées qu'a vécu pendant un siècle la classe ouvrière de Roubaix !

Ces vieux quartiers ont souvent été le refuge des populations immigrées (1). Depuis les Polonais et les Italiens, sont venus les Espagnols, puis les Portugais et les Nord-Africains. Ils cohabitent aujourd'hui avec surtout de vieux travailleurs français qui, en économisant durement, ont réussi à acheter une petite maison pas chère « pour y finir leurs jours ».

Ce Roubaix-là est promis à la « rénovation ». Mais voilà, c'est toujours pour l'année prochaine ! Depuis 12 ans, on a laissé les habitants dans l'incertitude ; on allait détruire le quartier de l'Alma, c'était sûr, mais quand ? Et, pendant ce temps, les responsables ont laissé pourrir.

Aujourd'hui l'opération commence. Dans les plus mauvaises conditions, évidemment, pour les habitants.

Il y a deux ans, les associations populaires familiales du quartier ont mis sur pied un « atelier populaire d'urbanisme » pour susciter une force populaire, capable d'obliger les « rénovateurs » (SAEN, (2), ORSUCOMN (3), HLM, municipalité) à tenir compte des besoins, des désirs et de la volonté de la population.

Le 1er mai 1974, à la suite d'un relogement « squattage » dans des maisons en bon état vides, l'ORSUCOMN a dû reloger certaines personnes dans des habitations vides. En même temps, des locataires de maisons déclarées insalubres par le service des domaines bloquent collectivement leurs loyers au compte établi par l'APF. « On ne paie pas une marchandise avariée, pourquoi paierait-on un loyer pour une maison insalubre ? Ils continuent. Quelques mois plus tard,

# court, elle court, la courée



le 11 novembre, certaines maisons sont murées : elles étaient peu à peu devenues des dépotoirs, où à la longue s'amoncelaient, par les portes et fenêtres défoncées, toutes sortes de résidus... Depuis, l'ORSUCOMN organise automatiquement (ou presque) les murages nécessaires.

Le 1er mai 1975, des enfants du quartier manifestent pour des terrains de jeux, investissent avec la collaboration de tous un terrain vague : ils l'ont transformé en terrain de foot.

En juin, les habitants des différentes cours privées d'eau manifestent jusqu'à la mairie. Le service des eaux remet lui-même l'eau, quelques heures avant que le délai fixé par l'atelier soit passé : tout était prévu, même les clés spéciales, au cas où...

Le 8 novembre, une centaine de personnes, venues des différents quartiers de Lille et même de Paris, étaient invitées dans des familles. Le soir, théâtre, chansons, diapos animaient une fête qui restera dans les souvenirs, avec tous les dialogues qui ont pu se nouer.

Les APF du quartier, en combattant pour l'application de la loi de 1948 sur la taxation des loyers, ont fait baisser 200 loyers de plus de 50 %. Tout n'est pas gagné et de loin. Si les organismes tels ORSUCOMN, SAEN et mairie ont entamé un semblant de dialogue avec la population du quartier,

l'heure des décisions venues, tout a changé ! A la réunion des HLM pour l'adoption du projet d'« opération tiroir » (4), il n'y avait « pas une chaise » pour les habitants de l'Alma. Elus et notables locaux sont là pour représenter les habitants, mais ce ne sont pas eux qui vivront en HLM ou PLR !

Le rapport de force, créé par l'organisation des habitants, a permis d'obtenir un certain nombre de satisfactions dont l'importance est moyenne par rapport à une opération de « rénovation » dans son ensemble. Mais leur utilité est grande (sécurité, salubrité, maintien de la population sur le quartier).

En unissant les différentes couches de la population (vieux travailleurs, immigrés, petits commerçants, jeunes et adultes), l'atelier a pu ainsi, par son dynamisme et sa volonté de se battre, être un creuset d'imagination, d'unité et de démocratie.

(1) actuellement plus de 50 % de la population totale.

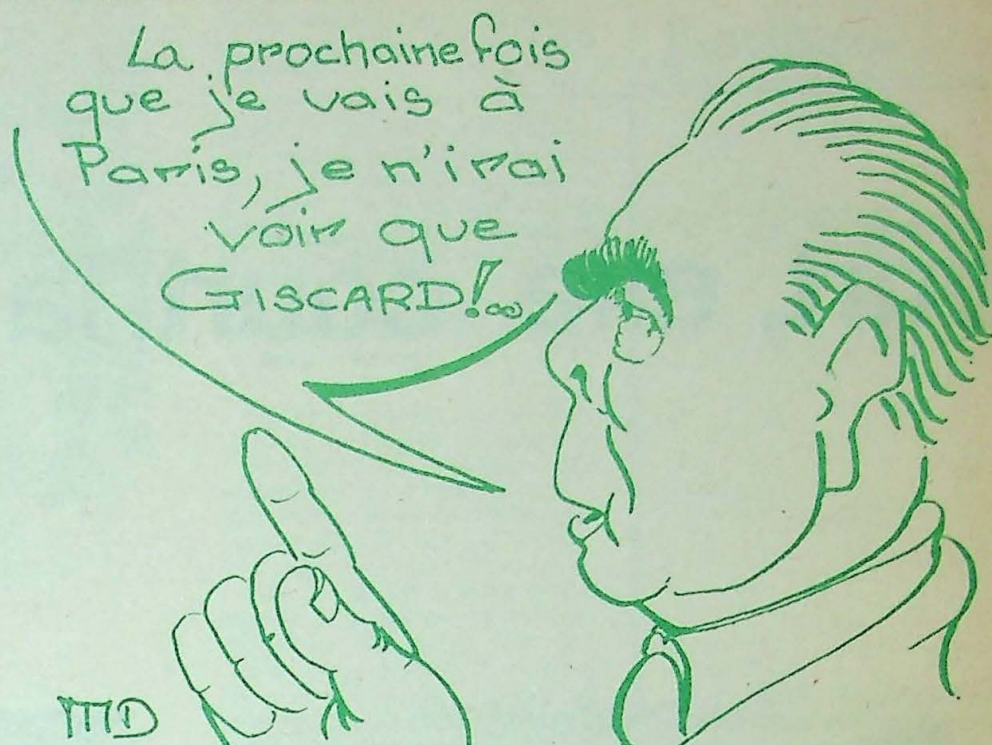
(2) SAEN : Société d'aménagement et d'équipement du Nord.

(3) ORSUCOMN : Organisation pour la suppression des courées pour la métropole-nord.

(4) Opération qui consiste à commencer les travaux sur l'emplacement d'une usine, d'un terrain vide, donc de ne déloger personne avant que les premières réalisations ne soient terminées.



# Un film muet qui fait beaucoup de bruit



Singulier pouvoir que celui de l'image. On croyait tout savoir sur les camps de travail, sur le Goulag en URSS, et pourtant ce film d'amateur, tourné clandestinement par quelqu'un touchant sans doute de très près à ce camp, nous a durement secoués.

Barbelés, miradors, gardes avec chiens policiers, prisonniers aux crânes rasés (politiques ou de droit commun, on ne sait), camions aux fenêtres grillagées derrière lesquelles on pouvait deviner des prisonniers, ces images qui sont celles de tous les camps de concentration, nous replongeaient 30 ans en arrière.

C'est le plus grave témoignage sur l'existence des camps de concentration en URSS qu'il a été donné de voir à des millions de Français.

Le PCF en a bien évalué l'impact. La réponse de son Bureau politique a été très rapide : il a déclaré « que le film diffusé donne une image intolérable des conditions de détention dans ces camps », et qu'il les condamnerait, faute d'un démenti officiel de l'URSS.

La Pravda du 19.12.75 a répondu, en dénonçant comme un faux grossier les images présentées par la télévision française, sans toutefois démentir l'existence des camps de travail en URSS, et en s'étonnant du rôle joué par la télévision française dans la propagation de l'antisoviétique. Protestation somme toute habituelle, s'il n'y avait eu en plus une attaque contre le PCF accusé d'avoir accordé foi à une nouvelle action provocatrice des antisoviétiques et des anticommunistes, et ce faisant, volontairement ou non, d'avoir « contribué au déploiement ultérieur de cette attaque antisoviétique ». L'accusation, la plus grave dans le mouvement communiste international, portée contre le PCF, marque une nouvelle étape de la dégradation des rapports entre l'Union soviétique et le PCF, qui était le dernier grand parti Ouest européen à conserver des relations privilégiées avec le PC d'Union soviétique.

Le PCF a répondu dès le lendemain dans l'Humanité malgré l'absence de Marchais, qui assistait au congrès du Parti communiste de Cuba. « Le PCF a toujours combattu l'antisoviétisme et continuera à le faire résolument » : ce qui ne signifie pas couvrir les erreurs et les fautes commises en URSS qui sont d'ailleurs utilisées par les adversaires du socialisme.

« Il rappelle la condamnation du stalinisme, car le socialisme est inséparable du développement de la démocratie et de la liberté sans cesse plus complète... Il se prononce pour une voie démocratique au socialisme qui implique la lutte politique de masse à laquelle ne saurait être substitué le recours aux moyens administratifs et à la répression ».

La distinction que le PCF a été obligé de faire entre l'antisoviétisme et la critique justifiée de ce que l'on pourrait qualifier

pudivement de manquement à la démocratie en URSS, suite logique à sa campagne sur les libertés, a dû mettre du baume au cœur de tous ceux qui, pour avoir exercé ce juste droit de critique, se sont faits accusés d'antisoviétisme et d'anticommunisme par le PCF lui-même.

Cette prise de position du PCF accentue les fissures dans le mouvement communiste international et le parti français sera de plus en plus obligé de prendre ses distances à l'égard de Moscou. Les positions défendues par les Soviétiques, qui essaient de reprendre en main les partis communistes, au nom de l'orthodoxie marxiste léniniste, sont de plus en plus contradictoires, de par les orientations politiques actuelles des partis communistes d'Europe de l'Ouest : discussion si ce n'est rejet du modèle soviétique, abandon d'une tactique et d'une stratégie communes du mouvement communiste international, politique de larges alliances : le PCE propose même une conférence régionale de toutes les organisations du mouvement ouvrier en Europe du Sud pour aboutir à une certaine coopération. L'isolement dans lequel s'est trouvé le parti communiste portugais, considéré comme le plus stalinien d'Europe, n'est sans doute pas étranger à cette évolution du PCF.

Ce début de remise en cause du soutien inconditionnel au régime soviétique, qui a dû être pénible pour ses auteurs, constitue un tournant important, que toutes les forces qui luttent pour un socialisme libérateur doivent apprécier à sa juste valeur. Il restera insuffisant, et peut-être conjoncturel, sans analyse sérieuse du stalinisme, de la société soviétique, sans laquelle on ne peut comprendre pourquoi, plus de soixante ans après la Révolution, il puisse exister encore des camps où l'on essaie de détruire tout opposant, tout déviant, par le travail surhumain effectué dans des conditions physiques, psychologiques et climatiques épouvantables.

Insuffisant surtout s'il ne s'accompagne pas de l'élimination d'un certain nombre de pratiques stalinienne au sein du PCF et dans ses rapports avec d'autres organisations socialistes comme nous avons pu malheureusement le constater encore, lors des différentes manifestations qui se sont déroulées en faveur des militants syndicalistes et politiques emprisonnés.

C'est compromettre gravement la portée de ce geste. Soutenir le droit à l'expression de citoyens soviétiques « déviants » est positif. Mais la défense des libertés est indivisible.

A ce propos, si le PCF en profitait pour défendre certains citoyens français « déviants », actuellement emprisonnés pour avoir réclamé l'usage des libertés dans l'armée ? Se montrer critique — vingt ans après ! — envers l'URSS, c'est lever une lourde hypothèque. Mais il ne faudrait pas que le PCF, sourcilieux aujourd'hui sur tout ce qui touche aux libertés en URSS, le soit beaucoup moins en France.

G. AKOUN